

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2024

SOMMAIRE

1	ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS CONDENSÉS DU PREMIER SEMESTRE 2024	2	2	RAPPORT D'ACTIVITÉ	26
1.1	Compte de résultat consolidé	2	2.1	Comparaison des ventes consolidées des deuxièmes trimestres et premiers semestres 2024 et 2023	26
1.2	État du résultat global consolidé	3	2.2	Comparaison des résultats consolidés des activités des exercices 2024 et 2023	28
1.3	Bilan consolidé	4	2.3	Passage des indicateurs financiers des activités aux rubriques IFRS	30
1.4	Tableau des flux de trésorerie consolidés	5	2.4	Indicateurs IFRS	30
1.5	Variation des capitaux propres consolidés	6	2.5	Trésorerie nette et financement	31
1.6	Notes aux états financiers consolidés condensés	8	2.6	Passage de la trésorerie à la trésorerie nette	32
	Préambule	9	2.7	Annexes	33
Note 1	Événements significatifs de la période	10		Annexe 1 – Compte de résultat consolidé	33
Note 2	Évolutions du périmètre de consolidation	11		Annexe 2 – Bilan consolidé avant affectation du résultat	34
Note 3	Principes et méthodes comptables et déclaration de conformité	12		Annexe 3 – Tableau des flux de trésorerie	35
Note 4	Secteurs opérationnels	13		Annexe 3.1 Tableau des flux de trésorerie consolidés	35
Note 5	Résultat financier	14		Annexe 3.2 Tableau des flux de trésorerie nette consolidés	36
Note 6	Impôt sur le résultat	15		Annexe 4 – Passages du Résultat net consolidé IFRS au Résultat net consolidé des activités	37
Note 7	Goodwill	16	3	INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES	39
Note 8	Autres immobilisations incorporelles	17	4	FACTEURS DE RISQUES	40
Note 9	Immobilisations corporelles	19	5	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2024	47
Note 10	Titres non consolidés	20	6	DÉCLARATION DU RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2024	48
Note 11	Participations dans des entreprises mises en équivalence	20			
Note 12	Actifs et passifs non courants	20			
Note 13	Actifs et passifs courants	21			
Note 14	Trésorerie et équivalents de trésorerie	22			
Note 15	Capitaux propres consolidés	22			
Note 16	Provisions	22			
Note 17	Actifs et passifs financiers	23			
Note 18	Risques financiers, comptabilité de couverture et juste valeur des instruments financiers	24			
Note 19	Informations relatives aux parties liées	25			
Note 20	Engagements et passifs éventuels	25			
Note 21	Événements postérieurs à la clôture du 30 juin 2024	25			

1 ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS CONDENSÉS DU PREMIER SEMESTRE 2024

1.1 Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Notes	S1 2024	S1 2023
Chiffre d'affaires	4	1 659,3	1 536,6
Autres produits de l'activité		92,5	86,5
Produits des activités ordinaires		1 751,8	1 623,1
Coût de revient des ventes		(316,7)	(269,9)
Frais commerciaux		(467,3)	(444,3)
Frais de recherche et développement		(323,4)	(290,2)
Frais généraux et administratifs		(107,3)	(108,4)
Autres produits opérationnels	4	83,6	33,8
Autres charges opérationnelles	4	(299,4)	(219,2)
Coûts liés à des restructurations	4	(3,5)	(17,6)
Pertes de valeur sur immobilisations incorporelles (hors logiciels)		—	(11,9)
Résultat opérationnel		317,8	295,6
Produits d'intérêts reçus	5	5,6	3,0
Coût de la dette financière	5	(10,9)	(15,0)
Coût de l'endettement financier net		(5,3)	(12,0)
Autres produits et charges financiers	5	(23,2)	(22,1)
Impôts sur le résultat	6	(47,2)	(56,0)
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence		0,1	(10,3)
Résultat des activités poursuivies		242,3	195,1
Résultat des activités cédées		(10,0)	—
Résultat net consolidé		232,3	195,1
- dont part attribuable aux actionnaires d'Ipsen S.A.		232,0	195,2
- dont part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle		0,3	(0,1)
Résultat de base par action des activités poursuivies (en euros)		2,92	2,36
Résultat dilué par action des activités poursuivies (en euros)		2,90	2,35
Résultat de base par action des activités cédées (en euros)		(0,12)	0,00
Résultat dilué par action des activités cédées (en euros)		(0,12)	0,00
Résultat de base par action (en euros)		2,80	2,36
Résultat dilué par action (en euros)		2,78	2,35

1.2 État du résultat global consolidé

(en millions d'euros)	S1 2024	S1 2023
Résultat des activités poursuivies	242,3	195,1
Résultat des activités cédées	(10,0)	—
Résultat net consolidé	232,3	195,1
Gains (et pertes) actuariels, nets d'impôts	2,6	(3,6)
Variation de juste-valeur des instruments de capitaux propres en actifs financiers, nette d'impôts	(7,8)	(11,8)
Sous-total des éléments ne faisant pas ultérieurement l'objet d'un reclassement en résultat	(5,2)	(15,4)
Variation de juste-valeur des instruments de couverture, nette d'impôts	(4,0)	(3,6)
Écarts de conversion	95,0	(20,0)
Sous-total des éléments faisant ultérieurement l'objet d'un reclassement en résultat	91,0	(23,6)
Autres éléments du résultat des activités poursuivies	85,8	(39,0)
Autres éléments du résultat des activités cédées		
Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôts	85,8	(39,0)
Résultat global des activités poursuivies	328,1	156,1
Résultat global des activités cédées	(10,0)	—
Résultat global de l'ensemble consolidé	318,1	156,1
dont part attribuable aux actionnaires d'Ipsen S.A.	317,6	156,2
dont part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle	0,5	(0,1)

1.3 Bilan consolidé

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2024	31 décembre 2023
ACTIF			
Goodwill	7	685,3	663,9
Autres immobilisations incorporelles	8	2 877,9	2 678,8
Immobilisations corporelles	9	594,2	574,6
Titres non consolidés	10	124,3	114,7
Participations dans des entreprises mises en équivalence	11	16,9	16,7
Actifs financiers non courants	17	0,2	0,3
Actifs d'impôts différés	6	309,4	324,8
Autres actifs non courants	12	39,3	50,8
Total des actifs non courants		4 647,5	4 424,5
Stocks	13	272,7	289,5
Clients et comptes rattachés	13	719,2	631,3
Actifs d'impôts exigibles		42,0	106,2
Actifs financiers courants	17	8,1	10,6
Autres actifs courants	13	372,4	332,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	485,4	528,4
Actifs destinés à être cédés		—	—
Total des actifs courants		1 899,8	1 898,4
TOTAL DE L'ACTIF		6 547,2	6 322,9
PASSIF			
Capital social	15	83,8	83,8
Primes et réserves consolidées		3 641,5	3 100,8
Résultat net de la période		232,0	644,4
Réserves de conversion		89,6	(3,9)
Capitaux propres - attribuables aux actionnaires d'Ipsen S.A.		4 046,9	3 825,1
Participations ne donnant pas le contrôle		(0,8)	(1,3)
Total des capitaux propres		4 046,1	3 823,9
Provisions pour engagements envers les salariés		22,1	24,4
Provisions non courantes	16	32,8	32,8
Passifs financiers non courants	17	355,1	341,4
Passifs d'impôts différés	6	177,1	226,4
Autres passifs non courants	12	248,8	247,2
Total des passifs non courants		835,9	872,2
Provisions courantes	16	52,9	56,8
Passifs financiers courants	17	127,3	125,1
Fournisseurs et comptes rattachés	13	857,6	771,4
Passifs d'impôts exigibles		9,9	41,4
Autres passifs courants	13	599,6	623,2
Concours bancaires		17,9	9,0
Passifs relatifs aux actifs destinés à être cédés		—	—
Total des passifs courants		1 665,2	1 626,8
TOTAL DU PASSIF		6 547,2	6 322,9

1.4 Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Notes	S1 2024	S1 2023
Résultat consolidé		232,3	195,1
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence		(0,1)	10,3
Résultat des activités en cours de cession		10,0	
Résultat net avant quote-part des entreprises mises en équivalence		242,2	205,4
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
Amortissements, pertes de valeur et provisions		214,8	155,6
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés		5,3	(5,7)
Résultat des cessions d'actifs immobilisés		(1,1)	2,5
Gains et pertes de changes latents		11,8	20,4
Coût de l'endettement financier net		5,3	12,0
Charge d'impôt	6	50,9	54,4
Charges liées aux paiements sur base d'actions		19,0	17,5
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie		28,9	44,4
Marge brute d'autofinancement avant variation du besoin en fonds de roulement		577,0	506,6
(Augmentation) / diminution des stocks	13	2,7	(24,8)
(Augmentation) / diminution des créances clients et comptes rattachés	13	(79,0)	(14,9)
Augmentation / (diminution) des dettes fournisseurs et comptes rattachés	13	74,0	82,1
Variation nette des autres actifs et passifs liés à l'activité		(57,8)	(39,3)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		(60,1)	3,1
Impôt payé		(50,9)	(80,2)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ À L'ACTIVITÉ		466,0	429,4
Acquisitions d'immobilisations corporelles	9	(59,3)	(40,6)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	8	(308,5)	(32,4)
Produits des cessions d'actifs corporels et incorporels		0,4	0,7
Acquisitions de titres de participation non consolidés		(25,6)	(3,8)
Incidence des variations du périmètre		0,1	(908,1)
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux opérations d'investissement		186,2	(1,3)
Flux d'investissement - Divers		7,7	(0,5)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		(199,1)	(986,0)
Émission d'emprunts à long terme	17	23,7	6,5
Remboursement d'emprunts à long terme	17	(0,8)	(301,3)
Nouveaux crédits à court terme	17	—	572,0
Remboursement des crédits à court terme	17	(15,7)	(356,2)
Paiements conditionnels liés à des acquisitions		(207,1)	(2,1)
Titres d'autocontrôle		(13,5)	(14,7)
Distributions versées par Ipsen S.A.	15	(99,8)	(99,6)
Intérêts financiers payés		(5,0)	(14,6)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		(318,2)	(210,1)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		(51,3)	(766,7)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS CÉDÉES		—	13,6
TRÉSORERIE À L'OUVERTURE		519,5	1 165,5
Incidence des variations du cours des devises		(0,7)	(0,2)
TRÉSORERIE À LA CLÔTURE		467,5	412,2

1.5 Variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Capital	Primes d'émissions ou d'apports	Réserves consolidées ⁽²⁾	Réserves de conversion	Réserves liées aux engagements de retraite	Réserve de réévaluation des instruments de couverture	Titres d'autocontrôle	Résultat de l'exercice	Total capitaux propres part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres totaux
Situation au 1er janvier 2024	83,8	122,3	3 100,0	(3,9)	(14,4)	0,3	(107,5)	644,4	3 825,1	(1,3)	3 823,9
Résultat net consolidé de l'exercice								232,0	232,0	0,3	232,3
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ⁽¹⁾			(7,8)	94,9	2,6	(4,0)			85,7	0,2	85,8
Résultat net consolidé, gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	—	—	(7,8)	94,9	2,6	(4,0)	—	232,0	317,6	0,5	318,1
Affectation du résultat de l'exercice précédent			645,8	(1,3)				(644,4)	—		
Augmentations et réductions de capital			—						—		—
Paiements sur base d'actions			(8,1)				27,1		19,0		19,0
Achats et ventes d'actions propres							(15,2)		(15,2)		(15,2)
Distributions			(99,8)						(99,8)		(99,8)
Variation de périmètre									—		—
Autres variations			0,1						0,1		0,1
Situation au 30 juin 2024	83,8	122,3	3 630,2	89,6	(11,8)	(3,8)	(95,5)	232,0	4 046,9	(0,8)	4 046,1

⁽¹⁾ Détaillé dans l'État du résultat global consolidé

⁽²⁾ Les principales sources de réserves consolidées sont les suivantes :

- les réserves sur actifs financiers évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat global ;
- les résultats non distribués.

(en millions d'euros)	Capital	Primes d'émissions ou d'apports	Réserves consolidées ⁽²⁾	Réserves de conversion	Réserves liées aux engagements de retraite	Réserve de réévaluation des instruments de couverture	Titres d'autocontrôle	Résultat de l'exercice	Total capitaux propres part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres totaux
Situation au 1er janvier 2023	83,8	122,3	2 544,9	57,4	(11,2)	5,3	(107,2)	648,6	3 344,0	(0,6)	3 343,4
Résultat net consolidé de l'exercice								195,2	195,2	(0,1)	195,1
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ⁽¹⁾			(11,8)	(20,0)	(3,6)	(3,6)			(39,0)	—	(39,0)
Résultat net consolidé, gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	—	—	(11,8)	(20,0)	(3,6)	(3,6)	—	195,2	156,3	(0,1)	156,1
Affectation du résultat de l'exercice précédent			654,1	(5,2)				(648,6)	0,3	(0,3)	
Augmentations et réductions de capital									—		—
Paiements sur base d'actions			(17,7)				35,2		17,5		17,5
Achats et ventes d'actions propres							(14,2)		(14,2)		(14,2)
Distributions			(99,6)						(99,6)		(99,6)
Variation de périmètre									—		—
Autres variations									—		—
Situation au 30 juin 2023	83,8	122,3	3 069,9	32,2	(14,8)	1,7	(86,1)	195,2	3 404,3	(1,0)	3 403,3

⁽¹⁾ Détaillé dans l'État du résultat global consolidé

⁽²⁾ Les principales sources de réserves consolidées sont les suivantes :

- les réserves sur actifs financiers évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat global ;
- les résultats non distribués.

1.6 Notes aux états financiers consolidés condensés

Préambule	9
Note 1 Événements significatifs de la période	10
Note 2 Évolutions du périmètre de consolidation	11
Note 3 Principes et méthodes comptables et déclaration de conformité	12
Note 4 Secteurs opérationnels	13
Note 5 Résultat financier	14
Note 6 Impôt sur le résultat	15
Note 7 <i>Goodwill</i>	16
Note 8 Autres immobilisations incorporelles	17
Note 9 Immobilisations corporelles	19
Note 10 Titres non consolidés	20
Note 11 Participations dans des entreprises mises en équivalence	20
Note 12 Actifs et passifs non courants	20
Note 13 Actifs et passifs courants	21
Note 14 Trésorerie et équivalents de trésorerie	22
Note 15 Capitaux propres consolidés	22
Note 16 Provisions	22
Note 17 Actifs et passifs financiers	23
Note 18 Risques financiers, comptabilité de couverture et juste valeur des instruments financiers	24
Note 19 Informations relatives aux parties liées	25
Note 20 Engagements et passifs éventuels	25
Note 21 Événements postérieurs à la clôture du 30 juin 2024	25

Préambule

Les états financiers consolidés condensés du Groupe Ipsen (ci-après “le Groupe” ou “Ipsen”) sont exprimés en millions d’euros, sauf indication contraire.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés condensés du Groupe (ci-après les “États Financiers consolidés condensés”).

La date de clôture des États Financiers consolidés condensés est fixée au 30 juin. Les comptes individuels incorporés dans les États Financiers consolidés condensés sont établis à la même date de clôture que les États Financiers consolidés condensés eux-mêmes, soit le 30 juin, et concernent la même période.

Les États Financiers consolidés condensés ont été arrêtés le 24 juillet 2024 par le Conseil d’Administration.

Note 1 Événements significatifs de la période

Note 1.1 Onivyde

Le 13 février 2024, les autorités réglementaires américaines (FDA) ont approuvé l'indication supplémentaire Onivyde (en association avec l'oxaliplatine, le fluorouracile et la leucovorine) comme traitement de première ligne chez les patients adultes atteints d'un adénocarcinome du pancréas métastatique (mPDAC). L'approbation s'est basée sur l'essai clinique de Phase III NAPOLI 3.

Un complément de prix conditionné à cette approbation a été payé pour un montant de 207 millions d'euros par le Groupe. (voir Note 13.5).

Note 1.2 Nouveaux contrats de licences et de collaboration

Sutro Biopharma

Le 2 avril 2024, Ipsen et Sutro Biopharma ont conclu un accord exclusif de licence mondiale pour STRO-003, un composé anticorps-petite molécule en phase finale de développement préclinique. L'accord confère à Ipsen les droits mondiaux exclusifs pour développer et commercialiser STRO-003. Un paiement initial de 70 millions d'euros, comprenant également une prise de participation représentant 7,4% pour un montant de 23 millions d'euros a été versé (voir Notes 8 et 10). Des paiements additionnels liés à l'atteinte d'étapes de développement clinique, réglementaires et commerciales pourront aller jusqu'à 770 millions d'euros. (voir Note 20)

Skyhawk Therapeutics

Le 22 avril 2024, Ipsen et Skyhawk Therapeutics ont conclu un accord de collaboration mondiale exclusive, visant la découverte et le développement de nouvelles petites molécules capables de moduler l'épissage des ARN dans les maladies neurologiques rares.

Cet accord confère au Groupe l'option d'acquérir une licence exclusive pour les droits mondiaux de développement des candidats médicaments validés. Une fois le candidat au développement retenu, Ipsen sera responsable de l'ensemble des activités le concernant.

Le Groupe a versé un paiement initial de 43 millions d'euros au titre de la collaboration de recherche. Des paiements additionnels conditionnés par la levée d'option et la réalisation d'étapes réglementaires et commerciales pouvant atteindre 1,7 milliard d'euros, ainsi que de potentielles redevances pourront être versés. (voir Notes 8, 12 et 20).

Note 1.3 Marengo

Le 7 juin 2024, Ipsen et Marengo Therapeutics ont annoncé l'extension de leur partenariat de recherche en oncologie pour inclure la technologie innovante "T-cell Engager" (TCE) de Marengo : TriSTAR. Le Groupe a versé un paiement initial d'un montant de 22 millions d'euros. Des paiements complémentaires potentiels pourront s'élever jusqu'à 1,1 milliard d'euros si toutes les étapes de développement et commercialisation sont atteintes, en plus du paiement de redevances échelonnées sur les ventes globales. (voir Notes 8 et 20).

Note 1.4 Iqirvo (Elafibranor)

Le 10 juin 2024, les autorités réglementaires américaines (FDA) ont approuvé, via une procédure accélérée, le médicament Iqirvo (Elafibranor) pour le traitement de la cholangite biliaire primitive (CBP).

Ipsen avait signé un accord de licence avec GENFIT en 2021 pour Iqirvo. L'approbation s'est basée sur les données positives de l'essai de Phase III ELATIVE.

L'approbation d'Iqirvo par la FDA renforce le portefeuille de traitements d'Ipsen pour les maladies cholestatiques rares du foie qui sont disponibles aux États-Unis pour les patients atteints de cholestase intra-hépatique familiale progressive (CIFF) et du syndrome d'Alagille (ALGS).

Note 2 Évolutions du périmètre de consolidation

Note 2.1 Création de la société Ipsen Shanghai Trade Co. Ltd

Au cours du premier semestre 2024, le Groupe a intégré à 100% la filiale Ipsen (Shanghai) Trade Co., Ltd, consolidée selon la méthode de l'intégration globale.

Note 3 Principes et méthodes comptables et déclaration de conformité

Note 3.1 Principes généraux et déclaration de conformité

En application du règlement européen n°1606 / 2002 adopté le 19 juillet 2002 par le Parlement Européen et le Conseil Européen, les États Financiers consolidés condensés clos le 30 juin 2024 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'approuvé par l'Union Européenne à leur date de préparation.

Les États Financiers consolidés condensés clos le 30 juin 2024 sont préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Les notes annexes ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour les états financiers annuels complets et doivent donc être lues conjointement avec les états financiers consolidés de l'exercice 2023.

Les États Financiers consolidés condensés sont établis selon les principes et méthodes comptables appliquées par le Groupe aux états financiers de l'exercice 2023 (décrits à la note 2 des comptes consolidés au 31 décembre 2023 publiés) et conformément aux autres normes et interprétations entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2024, à l'exception du principe retenu pour la comptabilisation de la charge d'impôt (comptabilisée sur la base d'une estimation du taux d'impôt effectif du Groupe attendu pour l'ensemble de l'exercice) et de l'application des nouvelles normes et interprétations décrites ci-dessous.

Note 3.2 Règles Pilier II

En décembre 2021, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) a publié des règles globales de lutte contre l'érosion de la base d'imposition (règles GloBE) dans le cadre du Pilier II. Ces règles font partie d'une solution reposant sur deux piliers visant à résoudre les défis fiscaux soulevés par la numérisation de l'économie et ont été adoptées par plus de 135 pays et juridictions. L'application de ces règles Pilier II vise à assurer que les entreprises multinationales paient un montant minimum d'impôt sur le revenu provenant de chaque juridiction dans lesquelles elles opèrent grâce à la mise en place d'un système d'impôts complémentaires garantissant un taux effectif d'impôt minimum de 15 %.

Cette réforme fiscale a été adoptée dans le cadre de la Loi de Finances et entre en application en France à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2024. En raison de son chiffre d'affaires, le Groupe Ipsen entre dans le champ d'application de cette réforme.

Le Groupe a procédé à l'analyse des textes en l'état des réglementations actuelles et de leurs conséquences, et sur la base des estimations réalisées, n'attend pas d'impact financier significatif.

Note 3.3 Normes et interprétations entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2024

Les normes, amendements de normes et interprétations publiés par l'IASB et applicables de manière obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2024 sont listés ci-dessous :

- Amendements à IAS 1 – “Présentation des États Financiers” – Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants ;

- Amendements à IAS 1 – “Présentation des États Financiers” – Classement des dettes avec covenants ;
- Amendements à IAS 7 – “Tableaux de flux de trésorerie et IFRS 7 – “Instruments financiers : informations à fournir” – Accords de financement des fournisseurs.
- Amendements à IFRS 16 – “Contrat de location” – Obligation locative découlant d'une cession-bail.

Ces amendements n'ont pas eu d'impact significatif sur les États Financiers consolidés condensés clos le 30 juin 2024.

Note 3.4 Normes, amendements et interprétations publiés et non encore approuvés par l'Union Européenne

Les normes, amendements de normes et interprétations publiés et non encore approuvés par l'Union Européenne sont listés ci-dessous :

- Amendements à IAS 21 – “Effets des variations des cours des monnaies étrangères” – Absence de convertibilité ;
- IFRS 18 – “Présentation des états financiers”
- Amendements à IFRS 9 et IFRS 7 – Classement et évaluation des instruments financiers.

À la date d'arrêté des États Financiers consolidés condensés, l'analyse des normes et amendements publiés par l'IASB et non homologués par l'Union Européenne est en cours.

Note 3.5 Recours à des estimations

Dans le cadre de la préparation des États Financiers consolidés condensés, la direction du Groupe a procédé à des estimations, exercé des jugements, et fait des hypothèses ayant un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges.

Ces estimations s'appuient sur les faits passés et différentes hypothèses et peuvent donc différer des résultats effectivement obtenus.

Les principales sources d'incertitude relatives aux estimations et les jugements significatifs exercés par le Groupe sont identiques à celles ayant affecté les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Note 3.6 Saisonnalité de l'activité

L'activité du Groupe n'est pas soumise à des effets significatifs de saisonnalité de ses ventes.

Note 4 Secteurs opérationnels

Le Groupe opère sur un seul secteur opérationnel: la Médecine de Spécialité.

Le Résultat Opérationnel des Activités est l'indicateur utilisé par le Groupe pour évaluer la performance opérationnelle et allouer les ressources. Il correspond au Résultat Opérationnel duquel sont exclus les amortissements des immobilisations incorporelles (hors logiciels), les coûts liés à des restructurations, les pertes de valeur des actifs incorporels et

corporels, ainsi que d'autres éléments correspondant aux événements significatifs de nature à perturber la lecture de la performance du Groupe d'une année sur l'autre.

Cet indicateur de performance ne se substitue pas aux indicateurs IFRS et ne doit pas être perçu comme tel. Il est utilisé en complément des indicateurs IFRS.

Note 4.1 Résultat Opérationnel des Activités

(en millions d'euros)	S1 2024	S1 2023
Chiffre d'affaires	1 659,3	1 536,6
Produits des activités ordinaires	1 751,8	1 623,1
Résultat Opérationnel des Activités	538,0	523,2
	% du CA	32,4 %
		34,0 %

Note 4.2 Du résultat opérationnel des Activités au Résultat Opérationnel

Le tableau ci-dessous présente la réconciliation entre le Résultat Opérationnel des Activités et le Résultat Opérationnel :

(en millions d'euros)	S1 2024	S1 2023
Résultat Opérationnel des Activités	538,0	523,2
Amortissement des immobilisations incorporelles (hors logiciels)	(123,1)	(90,7)
Autres produits et charges opérationnels	(93,6)	(107,4)
Coûts liés à des restructurations	(3,5)	(17,6)
Pertes de valeur des immobilisations incorporelles (hors logiciels)	—	(11,9)
Résultat Opérationnel	317,8	295,6

Les amortissements des immobilisations incorporelles (hors logiciels) correspondent principalement aux actifs Bylvay, Cabometyx, Tazverik, Onivyde ainsi que Sohonos, suite à l'approbation du médicament par la FDA en août 2023.

Les autres produits et charges opérationnels incluent principalement la dépréciation de logiciels liés à un programme de plateforme technologique, les coûts d'acquisition et d'intégration d'Albireo et Epizyme ainsi que l'impact des programmes de transformation du Groupe.

Au 30 juin 2023, les autres produits opérationnels et les coûts liés à la restructuration comprenaient les coûts d'acquisition et d'intégration d'Albireo.

Note 5 Résultat financier

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2024	S1 2023
Produits d'intérêts reçus	5,6	3,0
Coût de la dette financière	(10,9)	(15,0)
Coût de l'endettement financier net	(5,3)	(12,0)
Gains/(pertes) de change (hors activités opérationnelles)	(12,1)	(8,0)
Ajustement de la juste-valeur des titres non consolidés	(3,5)	(6,8)
Charge d'intérêt nette liée aux avantages du personnel	(0,3)	(0,3)
Ajustement de la juste-valeur des actifs et passifs conditionnels	(6,7)	(6,0)
Autres éléments financiers	(0,6)	(1,0)
Autres produits et charges financiers	(23,2)	(22,1)
Résultat financier	(28,4)	(34,1)

Au 30 juin 2024, l'ajustement de la juste valeur des actifs et passifs conditionnels inclut principalement une charge liée à des effets de désactualisation pour 6,7 millions d'euros.

La baisse des coûts de l'endettement financier net s'explique principalement par le remboursement d'un emprunt obligataire public pour un montant de 300 millions d'euros en juin 2023.

Les autres éléments financiers intègrent notamment le coût des couvertures de change mises en place par le Groupe.

Note 6 Impôt sur le résultat

Note 6.1 Taux effectif d'impôt

(en millions d'euros)	S1 2024	S1 2023
Résultat des activités poursuivies	242,3	195,1
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence	0,1	(10,3)
Résultat des activités poursuivies avant quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence	242,2	205,4
Impôt courant	(80,4)	(99,4)
Impôt différé	33,2	43,4
Impôt sur le résultat	(47,2)	(56,0)
Résultat des activités poursuivies avant quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence et avant impôt	289,4	261,5
Taux effectif d'imposition	16,3 %	21,4 %

Au 30 juin 2024, la charge d'impôt sur le résultat de (47,2) millions d'euros correspond à un taux effectif d'imposition de 16,3 % du résultat avant impôt des activités poursuivies, hors quote-part dans le résultat des entités mises

en équivalence, contre (56,0) millions d'euros au 30 juin 2023 (taux effectif d'imposition de 21,4 %).

Note 6.2 Actifs et passifs d'impôts différés

La variation des actifs et passifs d'impôts différés s'analyse comme suit au cours du premier semestre 2024 :

(en millions d'euros)	31 décembre 2023	(Charge) / Produit en résultat	Impôts différés directement comptabilisés en réserves	Différences de conversion	Transferts et autres mouvements	30 juin 2024
Actifs d'impôts différés	324,8	26,9	(0,5)	11,4	(53,2)	309,4
Passifs d'impôts différés	(226,4)	5,5	1,8	(15,2)	57,2	(177,1)
Actifs nets d'impôts différés	98,4	32,4	1,3	(3,8)	3,9	132,3

La variation des impôts différés est principalement liée à l'amortissement des actifs incorporels réévalués à la juste valeur ainsi qu'à la perte de valeur constatée sur les logiciels.

La variation des actifs et passifs d'impôts différés s'analyse comme suit au cours du premier semestre 2023 :

(en millions d'euros)	31 décembre 2022	(Charge) / Produit en résultat	Impôts différés directement comptabilisés en réserves	Variation de périmètre	Différences de conversion	Transferts et autres mouvements	30 juin 2023
Actifs d'impôts différés	327,8	24,8	1,2	59,6	(7,7)	(57,9)	347,7
Passifs d'impôts différés	(77,9)	18,6	1,2	(272,7)	9,6	23,5	(297,6)
Actifs nets d'impôts différés	249,9	43,4	2,5	(213,2)	1,9	(34,5)	50,1

Au 30 Juin 2023, la variation des impôts différés est principalement liée à l'acquisition d'Albireo du fait de la reconnaissance de l'actif d'impôts différés sur déficits reportables pour un montant de 59,6 millions d'euros, ainsi que des passifs d'impôts différés relatifs à la réévaluation à la juste valeur des actifs incorporels et des stocks.

Note 7 *Goodwill*

Note 7.1 Évolution des *goodwill*

(en millions d'euros)

	<i>Goodwill</i>
31 décembre 2023	663,9
Variations de périmètre	—
Différences de conversion	21,4
30 juin 2024	685,3

Note 7.2 Pertes de valeur des *goodwill*

Les tests de perte de valeur des *goodwill* sont réalisés au moins une fois par an. En l'absence d'indice de perte de valeur constaté au 30 juin 2024, aucun test n'a été réalisé.

Note 8 Autres immobilisations incorporelles

<i>(en millions d'euros)</i>	Propriété intellectuelle	Logiciels et progiciels	Immobilisations incorporelles en cours	Total des autres immobilisations incorporelles
Valeur brute au 1er janvier 2023	3 048,2	125,4	52,3	3 225,9
Variations de périmètre	1 069,5	—	—	1 069,5
Acquisitions/augmentations	27,7	2,8	36,2	66,7
Cessions/diminutions	(17,6)	(9,8)	(0,5)	(27,9)
Différences de conversion	(108,9)	(0,4)	—	(109,4)
Transferts et autres mouvements	2,5	15,4	(11,1)	6,8
Valeur brute au 31 décembre 2023	4 021,4	133,3	76,9	4 231,6
Variations de périmètre	—	—	—	—
Acquisitions/augmentations	294,0	0,7	13,8	308,5
Cessions/diminutions	—	(0,9)	(0,3)	(1,2)
Différences de conversion	107,8	0,6	—	108,4
Transferts et autres mouvements	—	10,1	(6,8)	3,3
Valeur brute au 30 juin 2024	4 423,2	143,8	83,6	4 650,6
Amortissements et dépréciations au 1er janvier 2023	(1 555,0)	(85,2)	(0,3)	(1 640,5)
Variations de périmètre	—	—	—	—
Dotations aux amortissements	(207,5)	(14,7)	—	(222,1)
Pertes de valeur	280,3	—	(17,5)	262,8
Cessions/diminutions	—	8,6	—	8,6
Différences de conversion	38,1	0,3	—	38,4
Transferts et autres mouvements	—	—	—	—
Amortissements et dépréciations au 31 décembre 2023	(1 444,1)	(90,9)	(17,8)	(1 552,8)
Variations de périmètre	—	—	—	—
Dotations aux amortissements	(123,1)	(7,6)	—	(130,7)
Pertes de valeur	—	—	(48,7)	(48,7)
Cessions/diminutions	—	—	0,2	0,2
Différences de conversion	(40,4)	(0,4)	—	(40,8)
Transferts et autres mouvements	—	—	—	—
Amortissements et dépréciations au 30 juin 2024	(1 607,5)	(98,9)	(66,3)	(1 772,7)
Valeur nette au 31 décembre 2023	2 577,3	42,4	59,1	2 678,8
Valeur nette au 30 juin 2024	2 815,7	44,9	17,3	2 877,9

Note 8.1 Valeur brute des actifs incorporels

Au cours du premier semestre 2024, l'évolution de la valeur brute des actifs incorporels est essentiellement liée à l'enregistrement des actifs incorporels liés aux nouveaux accords de licences, principalement Sutro Biopharma pour un montant de 47 millions d'euros (voir Note 1.2) ; et de paiements d'étapes au titre des accords de collaboration avec principalement EXELIXIS pour un montant de 143 millions d'euros et GENFIT pour un montant de 49 millions d'euros.

Au cours de l'exercice 2023, l'évolution de la valeur brute des actifs incorporels est essentiellement liée :

- aux variations de périmètre liées à l'acquisition de la propriété intellectuelle d'Albireo dont le Bylvay pour 1 069,5 millions d'euros présentés en variations de périmètre ;
- à l'augmentation des actifs incorporels au titre des accords de collaboration avec principalement GENFIT pour 13,3 millions d'euros, IRICOR pour 8,6 millions d'euros et EXELIXIS pour 4,7 millions d'euros.

Note 8.2 Dépréciations des actifs incorporels

Conformément à la norme IAS 36, le Groupe a analysé l'ensemble des indices externes et internes qui pourraient indiquer que les actifs incorporels pourraient avoir subi une perte de valeur.

Au 30 juin 2024, les pertes de valeur correspondent à la dépréciation de logiciels liés à un programme de plateforme technologique en cours.

Note 9 Immobilisations corporelles

Note 9.1 Évolution des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles présentées ci-dessous intègrent les droits d'utilisation des actifs de location.

(en millions d'euros)	Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres immobilisations	Immobilisations corporelles en cours	Total des immobilisations corporelles
Valeur brute au 31 décembre 2023	17,0	512,1	282,3	153,2	165,7	1 130,3
Acquisitions/augmentations	—	9,0	0,1	17,5	32,6	59,3
Cessions/diminutions	—	(8,4)	(2,4)	(9,7)	—	(20,5)
Différences de conversion	0,1	6,4	3,5	2,1	2,6	14,6
Transferts et autres mouvements	—	3,2	11,9	2,4	(20,8)	(3,4)
Valeur brute au 30 juin 2024	17,1	522,3	295,3	165,5	180,1	1 180,3
Amortissements et dépréciations au 31 décembre 2023	(1,9)	(282,8)	(186,2)	(78,7)	(6,0)	(555,7)
Dotations aux amortissements	(0,2)	(18,3)	(9,8)	(9,3)	—	(37,6)
Pertes de valeur	—	(4,0)	3,9	—	—	(0,1)
Cessions/diminutions	—	6,1	2,0	6,1	—	14,3
Différences de conversion	—	(3,8)	(2,2)	(1,1)	—	(7,1)
Transferts et autres mouvements	—	—	—	0,1	—	0,1
Amortissements et dépréciations au 30 juin 2024	(2,2)	(302,8)	(192,3)	(82,8)	(6,0)	(586,1)
Valeur nette au 31 décembre 2023	15,1	229,3	96,0	74,5	159,7	574,6
Valeur nette au 30 juin 2024	14,9	219,5	102,9	82,8	174,2	594,2

Au 30 juin 2024, les acquisitions correspondent principalement à des aménagements et équipements de laboratoires.

Note 9.2 Droits d'utilisation des actifs de location

(en millions d'euros)	Immobilier	Véhicules	Total des droits d'utilisation des actifs
Valeur nette au 31 décembre 2023	53,8	8,1	61,9
Variations de périmètre	—	—	—
Acquisitions/augmentations	7,5	16,1	23,6
Cessions/diminutions	(0,5)	(1,6)	(2,2)
Amortissements/pertes de valeur	(13,0)	(3,7)	(16,7)
Différences de conversion	1,0	0,3	1,3
Transferts et autres mouvements	—	—	—
Valeur nette au 30 juin 2024	48,8	19,1	67,9

Au 30 juin 2024, la variation des droits d'utilisation des actifs de location est liée principalement au renouvellement de la flotte de véhicules au profit de véhicules électriques.

Note 10 Titres non consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	Titres à la juste-valeur par les autres éléments du résultat global	Titres à la juste-valeur par le compte de résultat	Total des titres non consolidés
31 décembre 2023	59,3	55,4	114,7
Variations de juste-valeur	(7,2)	(3,5)	(10,7)
Acquisitions/augmentations	23,1	2,5	25,6
Cessions/diminutions	—	(5,9)	(5,9)
Autres variations y compris différences de conversion	0,2	0,4	0,6
30 juin 2024	75,4	48,9	124,3

Note 10.1 Titres non consolidés à la juste valeur par les autres éléments du résultat global

Au 30 juin 2024, la variation s'explique principalement par la prise de participation dans la société Sutro Biopharma pour un montant de 23 millions d'euros (voir Note 1.2).

Note 10.2 Titres non consolidés à la juste valeur par le compte de résultat

Les acquisitions relatives aux titres non consolidés à la juste valeur par compte de résultat correspondent aux versements effectués au fonds Agent Capital II et III pour un total de 2,5 millions d'euros.

Les diminutions résultent des distributions reçues par le fonds Agent Capital I pour un montant de 0,5 millions d'euros et de la cession des titres Fusion pour 5,4 millions d'euros.

La variation de juste valeur est principalement liée à la baisse de juste valeur du fonds Agent Capital I pour 3,8 millions d'euros.

Note 11 Participations dans des entreprises mises en équivalence

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2024	31 décembre 2023
Participations dans des entreprises mises en équivalence	16,9	16,7

Au 30 Juin 2024, le Groupe détient une participation de 50 % dans la société Linnea S.A consolidée selon la méthode de la mise en équivalence (entreprises associées).

Note 12 Actifs et passifs non courants

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2024	31 décembre 2023
Actifs liés à des paiements conditionnels reconnus lors de regroupements d'entreprises	36,1	45,7
Contrat de liquidité	0,2	1,9
Dépôts versés	3,1	3,2
Total des autres actifs non courants	39,3	50,8
Produits constatés d'avance non courants	37,7	37,7
Passifs conditionnels liés aux regroupements d'entreprises	211,1	209,5
Total des autres passifs non courants	248,8	247,2

Les actifs et passifs conditionnels liés aux regroupements d'entreprises au 30 juin 2024 comprennent les certificats de valeur garantie (CVG) résultant de l'acquisition d'Epizyme pour 53,6 millions d'euros, ainsi que celui d'Albireo pour un montant de 112,6 millions d'euros. Ils incluent également un actif et un passif du même montant au titre du droit à royalties sur les ventes d'Elobixibat au Japon pour 36,1 millions d'euros.

Note 13 Actifs et passifs courants

Note 13.1 Stocks

(en millions d'euros)	30 juin 2024			31 décembre 2023
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements	67,5	(6,7)	60,9	61,9
En cours de production	137,2	(15,4)	121,8	135,1
Produits finis	98,4	(8,4)	90,0	92,5
Total	303,2	(30,5)	272,7	289,5

La variation de la période inclut notamment l'amortissement de l'allocation du prix d'acquisition des stocks Albireo pour 9 millions d'euros, ainsi qu'un effet négatif de 4,6 millions d'euros liés aux impacts de change.

Note 13.2 Créances clients

(en millions d'euros)	30 juin 2024	31 décembre 2023
Valeur brute	724,5	635,1
Dépréciation	(5,4)	(3,8)
Valeur nette	719,2	631,3

Note 13.3 Dettes fournisseurs

(en millions d'euros)	30 juin 2024	31 décembre 2023
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	857,6	771,4

Note 13.4 Autres actifs courants

(en millions d'euros)	30 juin 2024	31 décembre 2023
Actifs liés à des paiements conditionnels reconnus lors de regroupements d'entreprises	84,2	89,3
Avances et acomptes versés	11,8	8,5
Charges constatées d'avance	133,6	106,0
TVA à récupérer	82,9	73,3
Créances diverses	59,9	55,2
Total des autres actifs courants	372,4	332,3

Note 13.5 Autres passifs courants

(en millions d'euros)	30 juin 2024	31 décembre 2023
Dettes sur acquisitions d'immobilisations	249,3	62,7
Dettes sociales	177,5	208,8
Dettes de TVA	57,8	45,0
Autres dettes fiscales (hors TVA et impôts sur les bénéfices)	20,5	24,6
Produits constatés d'avance courants	5,1	5,7
Passifs conditionnels liés aux regroupements d'entreprises	64,8	261,8
Autres passifs courants	24,5	14,6
Total des autres passifs courants	599,6	623,2

Au 30 Juin 2024, les dettes sur acquisition d'immobilisation sont liées au déclenchement des paiements d'étapes relatifs aux contrats de licence sur Cabometyx et Elafibranor. La baisse des passifs conditionnels courants résulte principalement du paiement d'étape conditionnels d'Onivyde pour un montant de 207 millions d'euros.

Note 14 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions d'euros)	30 juin 2024	31 décembre 2023
Trésorerie	408,7	453,0
Équivalents de trésorerie	76,6	75,4
Concours bancaires	(17,9)	(9,0)
Trésorerie nette	467,5	519,5

Note 15 Capitaux propres consolidés

Note 15.1 Composition du capital

Au 30 juin 2024, le capital social s'élève à 83 814 526 euros et se compose de 83 814 526 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 euro, dont 48 331 744 actions à droit de vote double, contre 83 814 526 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 euro, dont 48 290 670 actions à droit de vote double, au 31 décembre 2023.

Note 15.2 Distributions

Un dividende de 1,20 euro par action a été attribué aux actionnaires par décision de l'Assemblée Générale du 28 mai 2024 et mis en paiement le 3 juin 2024.

La distribution au titre de l'exercice précédent s'élevait à 1,20 euro par action.

Note 16 Provisions

(en millions d'euros)	Provisions pour risques et charges de nature économique et opérationnelle	Provision pour restructuration	Autres provisions	Total Provisions
31 décembre 2023	29,2	6,6	53,8	89,6
Augmentations de provisions	15,3	1,4	7,0	23,7
Reprises de provisions utilisées	(7,6)	(2,7)	(7,2)	(17,5)
Reprises de provisions non utilisées	(3,3)	(0,4)	(6,3)	(10,0)
Variations de périmètre	—	—	—	—
Différences de conversion, transferts et autres variations	0,2	0,6	(0,9)	(0,1)
30 juin 2024	33,9	5,4	46,4	85,7
dont provisions non courantes	7,1	3,3	22,4	32,8
dont provisions courantes	26,8	2,1	24,0	52,9

Au 30 juin 2024, les provisions s'analysent comme suit :

- **Risques et charges de nature économique et opérationnelle**

Ces provisions concernent certains risques de nature économique reflétant les coûts que le Groupe pourrait être amené à supporter pour mettre fin à des contrats commerciaux, arrêter des études de recherche et développement ou résoudre divers désaccords d'origine commerciale.

- **Provisions pour restructuration**

Ces provisions correspondent principalement à des coûts engagés par le Groupe pour adapter sa structure, ainsi que les coûts d'intégration d'Albireo.

- **Autres provisions**

Ces provisions comprennent notamment le risque que pourrait entraîner, dans certaines filiales du Groupe, une réappréciation par les autorités locales de certains éléments d'imposition (hors impôts sur les sociétés).

Les dotations et reprises du premier semestre 2024 ont été enregistrées en Résultat Opérationnel.

Note 17 Actifs et passifs financiers

Note 17.1 Actifs financiers

(en millions d'euros)	31 décembre 2023	Nouveaux actifs / Augmentations	Remboursements / Diminutions	Variation de juste-valeur	Autres mouvements y compris différences de conversion	30 juin 2024
Actifs financiers non courants	0,3	0,1	—	—	(0,1)	0,2
Instruments dérivés	10,6	—	—	(2,5)	—	8,1
Autres actifs financiers courants	—	—	—	—	—	—
Actifs financiers courants	10,6	—	—	(2,5)	—	8,1
Total actifs financiers	10,9	0,1	—	(2,5)	(0,1)	8,4

Note 17.2 Passifs financiers

(en millions d'euros)	31 décembre 2023	Nouveaux emprunts Augmentations	Remboursements / Diminutions	Variation de juste-valeur	Autres mouvements y compris différences de conversion	30 juin 2024
Emprunts obligataires et bancaires	269,7	—	—	—	10,7	280,4
Passifs de location	67,4	23,6	(2,3)	—	(17,9)	70,9
Autres passifs financiers	4,3	5,3	(1,4)	—	(4,4)	3,8
Passifs financiers non courants évalués au coût amorti	341,4	28,9	(3,7)	—	(11,5)	355,0
Autres passifs financiers non courants	0,1	—	—	—	—	0,1
Passifs financiers non courants évalués à la juste-valeur	0,1	—	—	—	—	0,1
Total passifs financiers non courants	341,4	28,9	(3,7)	—	(11,5)	355,1
Passifs de location	27,4	—	(15,7)	—	20,1	31,8
Autres passifs financiers ⁽¹⁾	85,1	—	—	—	0,3	85,4
Passifs financiers courants évalués au coût amorti	112,5	—	(15,7)	—	20,4	117,2
Instruments financiers dérivés	12,6	—	—	(2,5)	—	10,1
Passifs financiers courants évalués à la juste-valeur	12,6	—	—	(2,5)	—	10,1
Total passifs financiers courants	125,1	—	(15,7)	(2,5)	20,4	127,3
Total passifs financiers	466,5	28,9	(19,4)	(2,5)	8,9	482,4

⁽¹⁾ Les émissions et les remboursements sur les autres passifs financiers courants évalués au coût amorti concernent essentiellement les billets de trésorerie.

Les financements du Groupe au 30 juin 2024 comprennent notamment :

- un financement à long terme sur le marché américain (US Private Placement - USPP) à hauteur de 300 millions de dollars en deux tranches de 7 et 10 ans de maturité souscrit le 23 juillet 2019 ;
- un crédit syndiqué ("RCF") souscrit le 24 mai 2019, d'un montant de 1 500 millions d'euros et d'une maturité initiale de cinq ans, comprenant deux options d'extension d'un an, exercées respectivement en 2020 et en 2021, portant ainsi la maturité au mois de mai 2026. Le crédit syndiqué ("RCF") n'est pas tiré au 30 Juin 2024 ;
- un programme d'émission de billets de trésorerie (NEU CP - Negotiable EUropean Commercial Paper) de 600 millions d'euros, utilisé à hauteur de 80 millions d'euros au 30 juin 2024.

Note 18 Risques financiers, comptabilité de couverture et juste valeur des instruments financiers

Une part de l'activité du Groupe provient de pays où l'euro, devise de *reporting* du Groupe, est la monnaie fonctionnelle. Néanmoins, de par son activité internationale, le Groupe est exposé aux fluctuations des taux de change qui peuvent impacter ses résultats.

Plusieurs types de risques peuvent être distingués :

- le risque de change transactionnel lié aux activités commerciales : le Groupe couvre, sur la base des prévisions budgétaires, les principales monnaies (USD, GBP, CNY, CHF, AUD, BRL) ;
- le risque de change financier lié aux financements contractés dans une devise différente des monnaies fonctionnelles des entités.

Ipsen a mis en place une politique de couverture du risque de change afin de réduire la volatilité liée aux variations des devises étrangères dans son résultat.

Impact en capitaux propres des instruments financiers qualifiés en couverture de flux futurs

Au 30 juin 2024, la réserve de couverture des flux futurs relative à la couverture de transactions commerciales représente 5,7 millions d'euros avant impôt contre une réserve de 5,3 millions d'euros avant impôt au 31 décembre 2023.

Impact en Résultat Opérationnel des instruments financiers qualifiés en couverture de flux futurs

Au 30 juin 2024, l'impact en Résultat Opérationnel des couvertures de flux futurs relatif à la couverture de transactions commerciales représente 5,8 millions d'euros.

Impact en résultat financier des instruments financiers qualifiés en couverture de flux futurs

Au 30 juin 2024, l'impact des instruments financiers qualifiés en couverture de flux futurs et enregistré en résultat financier est de (10,3) millions d'euros.

Impact en résultat financier des instruments financiers non qualifiés en couverture de flux futurs

L'impact des instruments financiers non qualifiés en couverture de flux futurs est inclus dans le poste "Gains/ (pertes) de change (hors activités opérationnelles)" du résultat financier ((12,1) millions d'euros au 30 juin 2024). L'impact en résultat financier des instruments financiers est de 5,5 millions d'euros sur la période.

Impact en capitaux propres des instruments financiers qualifiés en couverture d'investissement net

Au 30 juin 2024, la réserve de couverture d'investissement net représente (15,5) millions d'euros avant impôt.

Au 30 juin 2024 et au 31 décembre 2023, les instruments financiers dérivés détenus par le Groupe se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2024						31 décembre 2023			
	Notionnel	Juste valeur		Nominal réparti par échéance			Notionnel	Juste valeur		
		Actif	Passif	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans		Actif	Passif	
Risque de change - Couverture de transactions commerciales										
Contrats forward vendeurs	Cash Flow Hedge	459,4	5,3	(7,2)	459,4	—	—	815,3	8,3	(9,8)
Contrats options vendeurs	Cash Flow Hedge	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrats swaps cambistes vendeurs à échéance	Cash Flow Hedge	69,3	0,1	(0,3)	69,3	—	—	95,0	1,0	(0,5)
Contrats forward acheteurs	Cash Flow Hedge	98,2	2,2	(0,3)	98,2	—	—	235,6	0,3	(0,7)
Contrats options acheteurs	Cash Flow Hedge	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrats swaps cambistes acheteurs à échéance	Cash Flow Hedge	62,9	0,5	—	62,9	—	—	12,4	—	(0,1)
Total transactions commerciales		689,9	8,0	(7,8)	689,9	0,0	0,0	1 158,3	9,7	(11,1)
Risque de change - Couverture de transactions financières										
Contrats forward vendeurs	Dérivés non qualifiés	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrats swaps cambistes vendeurs à échéance	Dérivés non qualifiés	446,2	0,1	(1,3)	446,2	—	—	281,6	1,3	—
Contrats forward acheteurs	Dérivés non qualifiés	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrats swaps cambistes acheteurs à échéance	Dérivés non qualifiés	711,0	0,2	(1,3)	711,0	—	—	691,5	—	(1,9)
Total transactions financières		1 157,2	0,3	(2,6)	1 157,2	0,0	0,0	973,1	1,4	(1,9)
Total couvertures transactions commerciales et financières		1 847,1	8,3	(10,4)	1 847,1	0,0	0,0	2 131,4	11,0	(13,0)

Note 19 Informations relatives aux parties liées

Le Groupe n'a pas conclu de nouvelle transaction significative avec les parties liées au cours de la période.

Note 20 Engagements et passifs éventuels

Dans le cadre de son activité, et particulièrement des opérations de développement stratégique qu'il conduit en vue de nouer des partenariats, le Groupe contracte régulièrement des accords pouvant conduire, sous réserve de la réalisation de certains événements, à des engagements financiers éventuels (voir note 23 aux états financiers consolidés au 31 décembre 2023).

L'augmentation des engagements donnés au cours du premier semestre 2024 pour un montant brut de 3 520 millions d'euros résulte principalement des nouveaux contrats de licence signés avec Marengo Therapeutics, Skyhawk Therapeutics et Sutro Biopharma (voir Note 1).

Procédure d'arbitrage en cours avec Galderma

Galderma a initié trois procédures d'arbitrage contre Ipsen auprès de la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (« CCI ») dont deux restent en cours. Le premier différend initié par Galderma en 2021 portant sur la stratégie de soumission réglementaire de la toxine botulique liquide type A (QM-1114), a été clos en 2023.

Le second différend initié par Galderma en 2021 concerne le périmètre territorial du partenariat commercial relatif à Dysport® et Azzalure® dans le cadre de l'accord signé en 2007 dans l'Union Européenne, certains pays de l'Europe de l'Est et l'Asie centrale.

Le troisième litige a été initié par Galderma en novembre 2023 et porte sur la validité de la résiliation par Ipsen de la collaboration conjointe de R&D entamée en juillet 2014 dans le cadre des programmes respectifs des parties en matière de neurotoxines à un stade précoce, y compris le développement de l'IPN 10200.

Au 30 juin 2024, et à ce stade des deux procédures restantes, Ipsen ne peut raisonnablement prévoir l'impact financier qui en découlerait sur les états financiers ou l'issue de ces 2 arbitrages restants pour lesquels Ipsen entend défendre pleinement et faire valoir ses droits à l'encontre de Galderma.

Les autres engagements existants au 31 décembre 2023 n'ont pas évolué de façon significative au 30 juin 2024.

Note 21 Événements postérieurs à la clôture du 30 juin 2024

En juillet 2024, le Groupe a signé avec Foreseen Biotechnology (Foreseen) un accord de licence mondial exclusif pour FS001, un conjugué anticorps-médicament (antibody-drug conjugate, ADC) potentiellement premier de sa classe thérapeutique. Foreseen recevra jusqu'à 1,03 milliard de dollars, un montant comprenant un paiement initial ainsi que des paiements liés au développement et conditionnés à l'atteinte d'étapes réglementaires et commerciales.

Le Groupe a également conclu un accord de licence exclusif avec Day One Biopharmaceuticals et acquiert les droits réglementaires et commerciaux hors Etats-Unis du tovorafenib, un traitement pour les enfants atteints de la forme la plus courante de cancer du cerveau chez l'enfant : le gliome de bas grade de type pédiatrique (GPG). Le tovorafenib, un inhibiteur de la RAF de type II, a obtenu l'approbation des autorités réglementaires de la Food and Drug Administration (FDA) en avril 2024 ainsi que le statut de médicament orphelin (Orphan Drug Designation).

Day One reçoit un paiement initial d'environ 111 millions de dollars en contrepartie également d'une prise de participation au capital du Groupe, et pourra recevoir jusqu'à 350 millions de dollars environ en paiements d'étapes et des redevances progressives à deux chiffres.

2

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2.1 Comparaison des ventes consolidées des deuxièmes trimestres et premiers semestres 2024 et 2023

Chiffre d'affaires par aire thérapeutique et par produit¹

(en millions d'euros)	2 ^e Trimestre				1 ^{er} Semestre			
	T2 2024	T2 2023	% Variation	% Variation hors effet de change	S1 2024	S1 2023	% Variation	% Variation hors effet de change
Oncologie	622,0	598,9	3,9 %	4,3 %	1 225,8	1 169,6	4,8 %	5,8 %
Somatuline®	264,4	265,5	-0,4 %	-0,8 %	522,2	528,7	-1,2 %	-1,1 %
Cabometyx®	149,7	135,4	10,6 %	12,6 %	304,2	265,8	14,5 %	17,3 %
Decapeptyl®	146,1	146,8	-0,4 %	0,5 %	276,9	276,8	0,0 %	1,5 %
Onivyde®	49,9	40,7	22,7 %	21,4 %	97,2	77,6	25,3 %	25,4 %
Tazverik®	11,0	9,4	16,0 %	14,7 %	23,4	18,6	25,5 %	25,6 %
Autres produits d'Oncologie	0,9	1,1	-13,3 %	-13,3 %	1,9	2,1	-11,1 %	-11,1 %
Neuroscience	175,3	167,8	4,5 %	6,4 %	354,5	324,2	9,4 %	12,7 %
Dysport®	171,7	164,7	4,2 %	5,9 %	348,7	319,4	9,2 %	12,3 %
Autres produits de Neurosciences	3,6	3,0	20,1 %	36,2 %	5,8	4,9	19,8 %	41,0 %
Maladies Rares	39,5	28,1	40,4 %	40,1 %	78,9	42,8	84,4 %	84,5 %
Bylvay®	30,6	18,1	69,1 %	69,0 %	56,7	23,1 ²	n/a	n/a
Sohonos®	3,4	0,3	n/a	n/a	10,4	0,5	n/a	n/a
NutropinAq®	0,7	5,4	-86,7 %	-86,7 %	3,1	10,8	-71,2 %	-71,2 %
Increlex®	3,5	4,2	-18,4 %	-19,2 %	7,4	8,4	-11,4 %	-11,6 %
Iqirvo®	1,3	—	n/a	n/a	1,3	—	n/a	n/a
Chiffre d'affaires	836,9	794,8	5,3 %	6,0 %	1 659,3	1 536,6	8,0 %	9,5 %

¹ Variation à taux de change constant, hors effets de change, établi en recalculant les performances de la période considérée sur la base des taux de change utilisés pour la période précédente.

² Chiffre d'affaires au S1 2023 consolidé sur quatre mois, suite à la finalisation de l'acquisition d'Albireo en mars 2023.

Les commentaires sont basés sur la performance du premier semestre 2024.

- Somatuline : érosion limitée des ventes, bénéficiant de difficultés d'approvisionnement du générique du lanréotide dans plusieurs pays d'Europe au premier semestre et d'une solide performance dans le Reste du Monde. L'érosion des ventes en Amérique du Nord de 6,3 %³ est principalement liée aux effets négatifs sur les prix aux États-Unis, malgré une solide croissance des volumes.
- Decapeptyl : performance principalement tirée par la croissance dans le Reste du Monde, et impactée par une concurrence accrue et une pression sur les prix en Europe.
- Cabometyx : croissance soutenue par l'augmentation des volumes dans les indications du carcinome du rein en première ligne en association avec le nivolumab, en deuxième ligne en monothérapie, et par un calendrier favorable des expéditions dans le Reste du Monde.
- Onivyde: solide croissance aux États-Unis, tirée par le lancement récent du médicament dans l'indication en première ligne. Les ventes au partenaire d'Ipsen pour les territoires hors États-Unis reflètent l'augmentation des volumes sur la plupart des territoires ainsi qu'une base de référence peu élevée en 2023.
- Tazverik: croissance aux États-Unis tirée par une demande accrue dans l'indication lymphome folliculaire en monothérapie.

- Dysport: solide performance portée par la croissance continue des marchés thérapeutiques et esthétiques, notamment en Amérique du Nord et dans le Reste du Monde. Croissance plus faible dans l'esthétique au deuxième trimestre impactée par un calendrier des expéditions défavorable, principalement en Europe.
- Bylvay: ventes consolidées sur quatre mois en 2023 à la suite de la finalisation de l'acquisition d'Albireo en mars 2023. Croissance tirée par l'augmentation des ventes mondiales dans l'indication CIFP⁴ et dans l'indication du syndrome d'Alagille aux États-Unis.
- Sohonos : ventes principalement aux États-Unis à la suite du lancement au quatrième trimestre 2023.
- Iqirvo : premières ventes aux États-Unis à la suite de l'approbation de la FDA en juin 2024.
- NutropinAq : baisse des ventes reflétant la fin de la commercialisation du médicament depuis avril 2024.

Répartition géographique du chiffre d'affaires

(en millions d'euros)	2 ^e Trimestre				1 ^{er} Semestre			
	T2 2024	T2 2023	% Variation	% Variation hors effet de change	S1 2024	S1 2023	% Variation	% Variation hors effet de change
Amérique du Nord	272,4	246,8	10,4 %	9,4 %	541,9	491,6	10,2 %	10,3 %
Europe ⁵	331,4	322,4	2,8 %	2,6 %	647,6	618,7	4,7 %	4,3 %
Reste du Monde	233,1	225,6	3,3 %	7,1 %	469,8	426,3	10,2 %	16,2 %
Chiffre d'affaires	836,9	794,8	5,3 %	6,0 %	1 659,3	1 536,6	8,0 %	9,5 %

- Amérique du Nord : croissance des ventes tirée par la solide performance d'Onivyde et de Dysport (tant sur les marchés thérapeutiques qu'esthétiques), et par la contribution accrue des nouveaux médicaments (dont Bylvay et Sohonos), en partie compensées par la baisse des ventes de Somatuline.

- Europe : solides performances de Cabometyx et Onivyde, contribution de Bylvay et croissance de Somatuline qui bénéficie des difficultés d'approvisionnement du générique du lanréotide, compensées par une baisse des ventes de Dysport, impactées par un effet de calendrier des expéditions défavorable, et de Decapeptyl du fait d'une concurrence accrue et d'une pression sur les prix.
- Reste du Monde : croissance des ventes tirée par la solide performance de Cabometyx, incluant un calendrier des expéditions favorable, la croissance de Somatuline et Decapeptyl, et la performance de Dysport sur les marchés esthétiques et thérapeutiques.

³ Variation à taux de change constant, hors effets de change, établi en recalculant les performances de la période considérée sur la base des taux de change utilisés pour la période précédente.

⁴ Cholestase intrahépatique familiale progressive.

⁵ Dans le présent communiqué, l'Europe est définie comme les pays membres de l'Union européenne, le Royaume-Uni, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse.

2.2 Comparaison des résultats consolidés des activités des exercices 2024 et 2023

Compte de résultat des activités

Les résultats des activités sont des indicateurs de performance. La réconciliation de ces indicateurs avec les rubriques IFRS est présentée en Annexe 4 « Passage du Résultat net consolidé IFRS au Résultat net consolidé des activités ».

(en millions d'euros)	S1 2024		S1 2023		Variation en %
		% des ventes		% des ventes	
Chiffre d'affaires	1 659,3	100 %	1 536,6	100 %	8,0 %
Autres produits de l'activité	92,5	5,6 %	86,5	5,6 %	6,9 %
Produits des activités ordinaires	1 751,8	105,6 %	1 623,1	105,6 %	7,9 %
Coûts de revient des ventes	(316,7)	-19,1 %	(269,9)	-17,6 %	17,4 %
Frais commerciaux	(467,3)	-28,2 %	(444,3)	-28,9 %	5,2 %
Frais de recherche et développement	(323,4)	-19,5 %	(290,2)	-18,9 %	11,4 %
Frais généraux et administratifs	(107,3)	-6,5 %	(108,4)	-7,1 %	-1,0 %
Autres produits opérationnels des activités	1,0	0,1 %	13,1	0,9 %	-92,1 %
Autres charges opérationnelles des activités	—	—	(0,3)	—	n/a
Résultat Opérationnel des activités	538,0	32,4 %	523,2	34,0 %	2,8 %
Coût de l'endettement financier net	(5,3)	-0,3 %	(12,0)	-0,8 %	-56,0 %
Autres produits et charges financiers	(24,8)	-1,5 %	(17,1)	-1,1 %	45,0 %
Impôt sur le résultat des activités	(108,6)	-6,5 %	(101,0)	-6,6 %	7,5 %
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence	—	0,0 %	—	0,0 %	0,0 %
Résultat net consolidé des activités	399,4	24,1 %	393,0	25,6 %	1,6 %
- dont part attribuable aux actionnaires d'Ipsen S.A.	399,0	24,0 %	393,1	25,6 %	1,5 %
- dont part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle	0,3	—	(0,1)	—	n/a
Résultat net des activités dilué par action - part attribuable aux actionnaires d'Ipsen S.A. (en euro)	4,78		4,73		1,2 %

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires a augmenté de 9,5% à change constant et de 8,0% au premier semestre 2024 (en données publiées) à 1 659,3 millions d'euros avec un effet défavorable des devises de 1,5%.

Autres produits de l'activité

Les autres produits de l'activité se sont élevés à 92,5 millions d'euros, en hausse de 6,9%, en raison d'une hausse des redevances reçues des partenaires d'Ipsen, principalement pour Dysport, partiellement compensée par la baisse des paiements d'étapes reçus du partenaire d'Ipsen pour l'octroi de droits de licence d'Onivyde dans les territoires autres que les États-Unis, en première ligne de l'adénocarcinome canalaire pancréatique (PDAC).

Coût de revient des ventes

Le coût de revient des ventes s'est élevé à 316,7 millions d'euros et a représenté 19,1% du chiffre d'affaires, soit une augmentation en pourcentage du chiffre d'affaires de 1,5 point (S1 2023 : 269,9 millions d'euros ou 17,6%) principalement due à une augmentation des redevances octroyées aux partenaires d'Ipsen et à un effet de mix produits défavorable.

Frais commerciaux

Les frais commerciaux de 467,3 millions d'euros (soit 28,2% du chiffre d'affaires) ont augmenté de 5,2% en raison des investissements pour soutenir les lancements commerciaux, partiellement compensés par l'effet du programme d'efficacité du Groupe. Les frais commerciaux ont représenté 28,2% du chiffre d'affaires, soit une diminution de 0,7 points (S1 2023 : 444,3 millions d'euros ou 28,9%).

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement se sont élevés à 323,4 millions d'euros, en croissance de 11,4%, portée par les investissements pour Iqirvo dans la cholangite biliaire primitive, pour Dysport dans la potentielle indication sur la migraine, et pour les neurotoxines de nouvelle génération. Les frais de recherche et développement ont représenté 19,5% du chiffre d'affaires, en hausse de 0,6 points (S1 2023 : 290,2 millions d'euros, soit 18,9%).

Frais généraux et administratifs

Les frais généraux et administratifs ont diminué de 1,0% à 107,3 millions d'euros, reflétant les synergies liées à l'intégration d'Albireo et d'Epizyme. Le ratio en pourcentage du chiffre d'affaires a diminué de 7,1% à 6,5% entre le S1 2023 et le S1 2024.

Autres produits et charges opérationnels des activités

Les autres produits et charges opérationnels courants ont atteint 1,0 million d'euros, (produit 2023 de 12,7 millions d'euros), reflétant l'impact de la politique de la couverture de change du Groupe.

Résultat Opérationnel des activités

Le résultat opérationnel des activités s'est élevé à 538,0 millions d'euros, en hausse de 2,8%, avec une marge opérationnelle des activités atteignant 32,4% du chiffre d'affaires, contre 34,0% en 2023, incluant l'augmentation des investissements en Recherche et développement.

Coût de l'endettement financier net et autres éléments financiers des activités

Le résultat financier du Groupe a représenté une charge financière nette de 30,1 millions d'euros contre 29,1 millions d'euros au premier semestre 2023.

Les coûts de financement nets ont diminué de 6,7 millions d'euros à 5,3 millions d'euros, sous l'effet du remboursement intégral de l'emprunt obligataire en juin 2023 et de la hausse des revenus d'intérêts sur la trésorerie disponible. Les autres charges financières augmentent de 7,7 M€ à 24,8 M€, impactées principalement par des effets de change défavorables sur les opérations non commerciales.

Impôt sur le résultat des activités

L'impôt sur le résultat des activités a atteint 108,6 millions d'euros, et résulte d'une hausse du bénéfice avant impôt cumulé à l'augmentation du taux d'imposition effectif de base à 21,4% (S1 2023 : 20,4%).

Résultat net consolidé des activités

Le résultat net consolidé des activités a augmenté de 1,6% et s'est élevé à 399,4 millions d'euros, contre 393,0 millions d'euros au S1 2023.

Résultat net des activités par action⁽⁶⁾

Le Résultat net des activités par action s'élève à 4,78 euros, en ligne avec l'évolution du résultat net consolidé des activités.

⁽⁶⁾ Résultat par action

2.3 Passage des indicateurs financiers des activités aux rubriques IFRS

Réconciliation du Résultat net des activités avec le Résultat net consolidé IFRS

(en millions d'euros)	S1 2024	S1 2023
Résultat net consolidé des activités	399,4	393,0
Amortissement des immobilisations incorporelles (hors logiciels)	(92,2)	(67,7)
Autres produits et charges opérationnels	(70,2)	(80,5)
Coûts liés à des restructurations	(2,6)	(13,0)
Pertes de valeur des immobilisations incorporelles (hors logiciels)	—	(8,9)
Autres	8,0	(27,9)
Résultat net des activités en cours de cession	(10,0)	—
Résultat net consolidé IFRS	232,3	195,1
Résultat net IFRS dilué par action - part attribuable aux actionnaires d'Ipser S.A. (en euro)	2,78	2,35

Le passage des agrégats IFRS juin 2023 / juin 2024 aux indicateurs financiers des activités est présenté en Annexe 4. Les principaux éléments de réconciliation entre le Résultat net des activités et le Résultat net consolidé IFRS sont :

Amortissements des immobilisations incorporelles (hors logiciels)

Les amortissements des immobilisations incorporelles (hors logiciels) se sont élevés à 123,1 millions d'euros avant impôt (S1 2023 : 90,7 millions d'euros avant impôt). La variation est principalement liée à l'amortissement des nouvelles immobilisations incorporelles relatives aux médicaments Bylvay et Sohonos.

Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels ont représenté une charge nette de 93,6 millions d'euros avant impôt, incluant la dépréciation de logiciels liés à un programme de plateforme technologique.

Les autres produits et charges opérationnels ont représenté une charge nette de 107,4 millions d'euros avant impôt fin juin 2023, incluant les coûts d'acquisition et d'intégration d'Albireo et d'Epizyme, les coûts relatifs aux programmes de transformation du Groupe, l'arrêt d'études cliniques, ainsi que la réévaluation

des paiements d'étapes conditionnels d'Onivyde à la suite de l'acceptation par la FDA de la demande d'indication supplémentaire.

Coûts liés à des restructurations

Les coûts liés à des restructurations ont atteint 3,5 millions d'euros avant impôt à fin juin 2024 (S1 2023 : 17,6 millions d'euros avant impôt).

Pertes de valeur des immobilisations incorporelles (hors logiciels)

Aucune perte de valeur ou reprise n'a été reconnue sur le premier semestre 2024.

Au 30 juin 2023, le Groupe a comptabilisé des pertes de valeur pour 11,9 millions d'euros, relatives à des actifs incorporels précliniques en Oncologie, à la suite de résultats défavorables de certaines études cliniques.

Autres

Les autres produits et charges financiers et les autres éléments d'impôt ont représenté un produit de 8,0 millions d'euros (S1 2023: charge de 27,9 millions d'euros).

2.4 Indicateurs IFRS

Résultat Opérationnel

Le Résultat Opérationnel s'est élevé à 317,8 millions d'euros, en hausse de 7,5 % (S1 2023 : 295,6 millions d'euros).

Résultat net consolidé

Le Résultat net consolidé s'est élevé à 232,3 millions d'euros, à fin juin 2024, la hausse du résultat opérationnel par rapport au 1^{er} semestre 2023 étant partiellement compensée par un impact négatif de 10 millions d'euros lié à la cession de l'activité de Santé Familiale.

Résultat par action

Le Résultat net dilué par action s'élève à 2,78 euros à fin juin 2024 (S1 2023 : 2,35 euros).

2.5 Trésorerie nette et financement

Le Groupe a augmenté sa dette nette de 71,9 millions d'euros sur le premier semestre 2024. La dette nette s'élève ainsi à 6,8 millions d'euros (à comparer à une position nette de trésorerie de 65,1 millions d'euros au 31 décembre 2023).

Analyse du tableau de flux de trésorerie nette consolidés

	S1 2024	S1 2023
Trésorerie nette à l'ouverture	65,1	398,8
Résultat Opérationnel des Activités	538,0	523,2
Dépréciation & amortissements	44,6	44,9
EBITDA	582,7	568,1
Autres éléments sans impact sur la trésorerie	24,2	24,5
Variation du BFR opérationnel	(2,3)	42,4
Autres variations du BFR	(26,7)	(39,4)
Investissements opérationnels nets (hors milestones)	(84,9)	(60,2)
Cash-Flow Opérationnel	493,0	535,4
Autres produits et charges opérationnels non courants et charges de restructuration	(30,1)	(77,7)
Résultat financier	(18,6)	(6,0)
Impôt payé	(50,9)	(80,3)
Cash-Flow libre	393,5	371,5
Distributions versées	(99,8)	(99,6)
Investissements nets (acquisitions et milestones)	(337,5)	(945,9)
Programmes de rachats d'actions	(13,5)	(14,7)
Impact du change sur l'endettement net	(13,0)	8,7
Variation de la trésorerie/(dette financière) nette liée aux activités en cours de cession	0,1	13,9
Autres	(1,7)	(4,9)
Paiements aux actionnaires et opérations de croissance externe	(465,4)	(1 042,5)
Variation de la Trésorerie / (Dette financière) Nette	(71,9)	(671,0)
Dette financière nette à la clôture	(6,8)	(272,2)

Cash-Flow opérationnel

Le Cash-Flow Opérationnel s'est établi à 493,0 millions d'euros, en baisse de 42,4 millions d'euros (-7,9%), du fait de l'augmentation du besoin en fonds de roulement opérationnel (44,7 millions d'euros liés principalement d'une augmentation des créances clients sur le 1er semestre 2024) et de l'augmentation des investissements opérationnels nets, partiellement compensées par une hausse de l'EBITDA.

Cash-Flow libre

Le Cash-Flow libre, en hausse de 5,9% s'est établi à 393,5 millions d'euros (S1 2023 : 371,5 millions d'euros), reflétant la diminution des autres dépenses opérationnelles non courantes et des charges de restructuration (principalement liées à l'intégration d'Albireo sur le S1 2023), la baisse des impôts payés (incluant le remboursement en 2024 de l'acompte d'impôt payé pour l'exercice 2023), partiellement compensé par la baisse du cash-flow opérationnel.

Paiements aux actionnaires et opérations de croissance externe

Les distributions aux actionnaires d'Ipsen S.A se sont élevées à 99,8 millions d'euros au premier semestre 2024, ce qui représente un dividende par action de 1,20 euro (S1 2023 : 99,6 millions d'euros pour un dividende équivalent).

Les investissements nets se sont élevés à 337,5 millions d'euros et sont principalement liés à l'acquisition de programmes en phase préclinique. Les investissements nets en 2023 s'élevaient à 945,9 millions d'euros, incluant l'acquisition d'Albireo pour 932,9 millions d'euros.

L'impact de change sur la dette financière est principalement lié à la hausse du dollar américain par rapport à l'euro.

2.6 Passage de la trésorerie à la trésorerie nette

(en millions d'euros)	S1 2024	S1 2023
Actifs financiers courants (instruments dérivés sur opérations financières)	0,3	1,2
Trésorerie à la clôture	467,5	412,2
Emprunts obligataires et bancaires	(280,4)	(274,7)
Autres passifs financiers (**)	(74,6)	(77,1)
Passifs financiers non courants	(355,0)	(351,8)
Lignes de crédit et emprunts bancaires	—	(150,0)
Passifs financiers (**)	(119,6)	(183,8)
Passifs financiers courants	(119,6)	(333,8)
Endettement	(474,6)	(685,6)
Trésorerie / (dette financière) nette (*)	(6,8)	(272,2)

(*) Trésorerie / (dette financière) nette : incluant les instruments dérivés comptabilisés en actifs financiers et liés à des opérations financières, la trésorerie et équivalents de trésorerie, sous déduction des concours et emprunts bancaires et autres passifs financiers, et à l'exclusion des instruments financiers dérivés sur les opérations commerciales.

(**) Les passifs financiers excluent principalement les instruments dérivés liés à des opérations commerciales à hauteur de 7,6 millions d'euros à fin juin 2024 à comparer à 8,1 millions d'euros à fin juin 2023.

Analyse de la trésorerie du Groupe

Le 24 mai 2019, Ipsen S.A. a signé un crédit syndiqué sur cinq ans pour un montant de 1 500 millions d'euros, comprenant deux options d'extension d'un an qui ont été exercées, et portent ainsi la maturité au mois de mai 2026.

Le 23 juillet 2019, Ipsen S.A. a obtenu un financement à long terme sur le marché américain (US Private Placement - USPP) à hauteur de 300 millions de dollars en deux tranches de sept et dix ans de maturité.

Le Groupe doit respecter le ratio Dette nette / EBITDA inférieur à 3,5 à chaque clôture publiée pour le crédit

syndiqué et l'USPP. Le Groupe a respecté le ratio de covenant défini pour ces deux financements à fin juin 2024. Le crédit syndiqué inclut également des indicateurs spécifiques liés au RSE (Responsabilité Sociale d'Entreprise), évalués chaque année.

Au 30 juin 2024, le programme d'émission de billets de trésorerie (NEU CP – Negotiable European Commercial Paper) d'Ipsen S.A. de 600 millions d'euros a été utilisé à hauteur de 80 millions d'euros.

2.7 Annexes

Annexe 1 – Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	S1 2024	S1 2023
Chiffre d'affaires	1 659,3	1 536,6
Autres produits de l'activité	92,5	86,5
Produits des activités ordinaires	1 751,8	1 623,1
Coût de revient des ventes	(316,7)	(269,9)
Frais commerciaux	(467,3)	(444,3)
Frais de recherche et développement	(323,4)	(290,2)
Frais généraux et administratifs	(107,3)	(108,4)
Autres produits opérationnels courant	83,6	33,8
Autres charges opérationnelles courantes	(299,4)	(219,2)
Coûts liés à des restructurations	(3,5)	(17,6)
Pertes de valeur des immobilisations incorporelles (hors logiciels)	—	(11,9)
Résultat opérationnel	317,8	295,6
<i>Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie</i>	5,6	3,0
<i>Coût de l'endettement financier brut</i>	(10,9)	(15,0)
Coût de l'endettement financier net	(5,3)	(12,0)
Autres produits et charges financiers	(23,2)	(22,1)
Impôts sur le résultat	(47,2)	(56,0)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	0,1	(10,3)
Résultat des activités poursuivies	242,3	195,1
Résultat net des activités en cours de cession	(10,0)	—
Résultat consolidé	232,3	195,1
- dont part attribuable aux actionnaires d'Ipsen	232,0	195,2
- dont participations ne donnant pas le contrôle	0,3	(0,1)
Résultat de base par action des activités poursuivies (en euros)	2,92	2,36
Résultat dilué par action des activités poursuivies (en euros)	2,90	2,35
Résultat de base par action des activités abandonnées (en euros)	(0,12)	0,00
Résultat dilué par action des activités abandonnées (en euros)	(0,12)	0,00
Résultat de base par action (en euros)	2,80	2,36
Résultat dilué par action (en euros)	2,78	2,35

Annexe 2 – Bilan consolidé avant affectation du résultat

(en millions d'euros)	30 juin 2024	31 décembre 2023
ACTIF		
Goodwill	685,3	663,9
Autres immobilisations incorporelles	2 877,9	2 678,8
Immobilisations corporelles	594,2	574,6
Titres non consolidés	124,3	114,7
Participations dans des entreprises mises en équivalence	16,9	16,7
Actifs financiers non courants	0,2	0,3
Actifs d'impôts différés	309,4	324,8
Autres actifs non courants	39,3	50,8
Total des actifs non courants	4 647,5	4 424,5
Stocks	272,7	289,5
Clients et comptes rattachés	719,2	631,3
Actifs d'impôts exigibles	42,0	106,2
Actifs financiers courants	8,1	10,6
Autres actifs courants	372,4	332,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	485,4	528,4
Total des actifs courants	1 899,8	1 898,4
TOTAL DE L'ACTIF	6 547,2	6 322,9
PASSIF		
Capital social	83,8	83,8
Primes et réserves consolidées	3 641,5	3 100,8
Résultat de l'exercice	232,0	644,4
Réserves de conversion	89,6	(3,9)
Capitaux propres - attribuables aux actionnaires d'Ipsen S.A.	4 046,9	3 825,1
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,8)	(1,3)
Total des capitaux propres	4 046,1	3 823,9
Provisions pour engagements envers les salariés	22,1	24,4
Provisions non courantes	32,8	32,8
Passifs financiers non courants	355,1	341,4
Passifs d'impôts différés	177,1	226,4
Autres passifs non courants	248,8	247,2
Total des passifs non courants	835,9	872,2
Provisions courantes	52,9	56,8
Passifs financiers courants	127,3	125,1
Fournisseurs et comptes rattachés	857,6	771,4
Passifs d'impôts exigibles	9,9	41,4
Autres passifs courants	599,6	623,2
Concours bancaires	17,9	9,0
Total des passifs courants	1 665,2	1 626,8
TOTAL DU PASSIF	6 547,2	6 322,9

Annexe 3 – Tableau des flux de trésorerie

Annexe 3.1 – Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	S1 2024	S1 2023
Résultat consolidé	232,3	195,1
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	(0,1)	10,3
Résultat des activités en cours de cession	10,0	
Résultat net avant quote-part des entreprises mises en équivalence	242,2	205,4
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements, pertes de valeur et provisions	214,8	155,6
- Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	5,3	(5,7)
- Résultat des cessions d'actifs immobilisés	(1,1)	2,5
- Gains et pertes de changes latents	11,8	20,4
- Coût de l'endettement financier net	5,3	12,0
- Charge d'impôt	50,9	54,4
- Charges liées aux paiements sur base d'actions	19,0	17,5
- Autres éléments sans incidence sur la trésorerie	28,9	44,4
Marge brute d'autofinancement avant variation du besoin en fonds de roulement	577,0	506,6
- (Augmentation) / diminution des stocks	2,7	(24,8)
- (Augmentation) / diminution des créances clients et comptes rattachés	(79,0)	(14,9)
- Augmentation / (diminution) des dettes fournisseurs et comptes rattachés	74,0	82,1
- Variation nette des autres actifs et passifs liés à l'activité	(57,8)	(39,3)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(60,1)	3,1
- Impôt payé	(50,9)	(80,2)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ À L'ACTIVITÉ	466,0	429,4
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(59,3)	(40,6)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(308,5)	(32,4)
Produits des cessions d'actifs corporels et incorporels	0,4	0,7
Acquisitions de titres de participation non consolidés	(25,6)	(3,8)
Incidence des variations du périmètre	0,1	(908,1)
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux opérations d'investissement	186,2	(1,3)
Flux d'investissement - Divers	7,7	(0,5)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(199,1)	(986,0)
Émission d'emprunts à long terme	23,7	6,5
Remboursement d'emprunts à long terme	(0,8)	(301,3)
Nouveaux crédits à court terme	—	572,0
Remboursement des crédits à court terme	(15,7)	(356,2)
Paiements conditionnels liés à des acquisitions	(207,1)	(2,1)
Titres d'autocontrôle	(13,5)	(14,7)
Distributions versées par Ipsen S.A.	(99,8)	(99,6)
Intérêts financiers payés	(5,0)	(14,6)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(318,2)	(210,1)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	(51,3)	(766,7)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS CÉDÉES	—	13,6
TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	519,5	1 165,5
Incidence des variations du cours des devises	(0,7)	(0,2)
TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	467,5	412,2

Annexe 3.2 - Tableau des flux de trésorerie nette consolidés

(en millions d'euros)

	S1 2024	S1 2023
Trésorerie nette à l'ouverture	65,1	398,8
RÉSULTAT OPERATIONNEL DES ACTIVITES	538,0	523,2
Dépréciation & amortissements	44,6	44,9
EBITDA	582,7	568,1
Autres éléments sans impact sur la trésorerie	24,2	24,5
(Augmentation) / diminution des stocks	2,7	(24,8)
(Augmentation) / diminution des créances clients et comptes rattachés	(79,0)	(14,9)
Augmentation / (diminution) des dettes fournisseurs et comptes rattachés	74,0	82,1
Variation du BFR opérationnel	(2,3)	42,4
Autres variations du BFR	(26,7)	(39,4)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(59,3)	(40,6)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(14,3)	(18,9)
Produits de cessions d'actifs corporels et incorporels	0,4	0,7
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux opérations d'investissement	(11,6)	(1,3)
Investissements opérationnels nets (hors milestones)	(84,9)	(60,2)
Cash-Flow Opérationnel	493,0	535,4
Autres produits et charges opérationnels non courants et charges de restructuration	(30,1)	(77,7)
Résultat financier	(18,6)	(6,0)
Impôt payé	(50,9)	(80,3)
Cash-Flow libre	393,5	371,5
Distributions versées (y compris aux minoritaires)	(99,8)	(99,6)
Acquisitions de titres de participation non consolidés	(2,6)	(3,8)
Acquisitions d'autres actifs financiers	(0,1)	(0,1)
Incidence des variations du périmètre (1)	—	(932,9)
Milestones payés	(233,6)	(15,5)
Autres opérations de Business Development (2)	(101,1)	6,3
Investissements nets (BD et milestones)	(337,5)	(945,9)
Programmes de rachats d'actions	(13,5)	(14,7)
Impact du change sur l'endettement net	(13,0)	8,7
Variation de la trésorerie/(dette financière) nette liée aux activités en cours de cession	0,1	13,9
Autres	(1,7)	(4,9)
Paiements aux actionnaires et opérations de croissance externe	(465,4)	(1 042,5)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE / (DETTE FINANCIÈRE) NETTE	(71,9)	(671,0)
Dettes financières nettes à la clôture	(6,8)	(272,2)

(1) En 2023, l'incidence des variations de périmètre est liée à l'acquisition d'Albireo.

(2) Au 30 juin 2024, les investissements nets correspondent à des acquisitions en phase préclinique.

Annexe 4 – Passages du Résultat net consolidé IFRS au Résultat net consolidé des activités

Les différents éléments retraités dans le passage du Résultat net consolidé des activités au Résultat net consolidé IFRS sont commentés dans le paragraphe « Passage des indicateurs financiers des activités aux rubriques IFRS ».

(en millions d'euros)	IFRS						ACTIVITÉS
	S1 2024	Amortissement des immobilisations incorporelles (hors logiciels)	Autres produits et charges opérationnels	Coûts liés à des restructurations	Pertes de valeur	Autres	S1 2024
Chiffre d'affaires	1 659,3						1 659,3
Autres produits de l'activité	92,5						92,5
Produits des activités ordinaires	1 751,8						1 751,8
Coûts de revient des ventes	(316,7)						(316,7)
Frais commerciaux	(467,3)						(467,3)
Frais de recherche et développement	(323,4)						(323,4)
Frais généraux et administratifs	(107,3)						(107,3)
Autres produits opérationnels	83,6		(82,6)				1,0
Autres charges opérationnelles	(299,4)	123,1	176,3				—
Coûts liés à des restructurations	(3,5)			3,5			—
Pertes de valeur des immobilisations incorporelles (hors logiciels)	—				—		—
Résultat opérationnel	317,8	123,1	93,6	3,5	—	—	538,0
Coût de l'endettement financier net	(5,3)						(5,3)
Autres produits et charges financiers	(23,2)					(1,6)	(24,8)
Impôt sur le résultat des activités	(47,2)	(30,8)	(23,4)	(0,9)	—	(6,3)	(108,6)
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence	0,1					(0,1)	—
Résultat des activités poursuivies	242,3	92,2	70,2	2,6	—	(8,0)	399,4
Résultat des activités en cours de cession	(10,0)					10,0	—
Résultat net consolidé	232,3	92,2	70,2	2,6	—	2,0	399,4
- dont part attribuable aux actionnaires d'Ipsen S.A.	232,0	92,2	70,2	2,6	-0,0	2,0	399,0
- dont part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle	0,3						0,3
Résultat dilué par action - part attribuable aux actionnaires d'Ipsen S.A. (en euro)	2,78	1,11	0,84	0,03	0,00	0,02	4,78

(en millions d'euros)	IFRS						ACTIVITÉS
	S1 2023	Amortissement des immobilisations incorporelles (hors logiciels)	Autres produits et charges opérationnels	Coûts liés à des restructurations	Pertes de valeur	Autres	S1 2023
Chiffre d'affaires	1 536,6						1 536,6
Autres produits de l'activité	86,5						86,5
Produits des activités ordinaires	1 623,1						1 623,1
Coûts de revient des ventes	(269,9)						(269,9)
Frais commerciaux	(444,3)						(444,3)
Frais de recherche et développement	(290,2)						(290,2)
Frais généraux et administratifs	(108,4)						(108,4)
Autres produits opérationnels	33,8		(20,7)				13,1
Autres charges opérationnelles	(219,2)	90,7	128,2				(0,3)
Coûts liés à des restructurations	(17,6)			17,6			—
Pertes de valeur des immobilisations incorporelles (hors logiciels)	(11,9)				11,9		—
Résultat opérationnel	295,6	90,7	107,4	17,6	11,9	—	523,2
Coût de l'endettement financier net	(12,0)						(12,0)
Autres produits et charges financiers	(22,1)					5,0	(17,1)
Impôt sur le résultat des activités	(56,0)	(23,0)	(26,9)	(4,6)	(3,0)	12,6	(101,0)
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence	(10,3)					10,3	—
Résultat des activités poursuivies	195,1	67,7	80,5	13,0	8,9	27,9	393,0
Résultat des activités en cours de cession	—					—	—
Résultat net consolidé	195,1	67,7	80,5	13,0	8,9	27,9	393,0
- dont part attribuable aux actionnaires d'Ipsen S.A.	195,2	67,7	80,5	13,0	8,9	27,9	393,1
- dont part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle	(0,1)						(0,1)
Résultat dilué par action - part attribuable aux actionnaires d'Ipsen S.A. (en euro)	2,35	0,81	0,97	0,16	0,11	0,34	4,73

3

INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

Le Groupe n'a pas conclu de nouvelles transactions significatives avec les parties liées au cours de la période.

4 | FACTEURS DE RISQUES

Le Groupe exerce son activité dans un environnement qui connaît une évolution rapide générant à son encounter de nombreux risques dont certains échappent à son contrôle. Les investisseurs sont invités à examiner attentivement chacun des risques décrits ci-dessous ainsi que l'ensemble des informations contenues dans le présent document d'enregistrement universel. Les risques et incertitudes présentés dans cette section ne sont pas les seuls auxquels le Groupe doit faire face. D'autres risques et incertitudes dont le Groupe n'a pas actuellement connaissance ou qu'il ne considère pas comme étant matériels ou spécifiques pourraient également avoir une incidence défavorable sur son activité, sa situation financière ou ses résultats. La matérialité du risque est le résultat de la combinaison de la probabilité d'occurrence et de l'ampleur de son impact après prise en compte des mesures mises en place par le Groupe pour le gérer.

1/ Risques opérationnels

Risques liés aux activités d'acquisition et d'intégration

Afin de constituer un portefeuille prometteur d'actifs innovants, le Groupe transforme son modèle de R&D en accélérant les projets internes ciblés, en réduisant la priorité de certains autres, tout en recherchant à l'externe de nouveaux actifs. Le Groupe a ainsi investi en développement d'affaires via des structures d'accords innovantes dans ses aires thérapeutiques. Malgré les procédures en place, ces acquisitions pourraient échouer ou évoluer défavorablement en cas d'audit préalable inadéquat ou d'intégration non réussie.

Au sein du Groupe, une organisation External Innovation & Business Development est dédiée à l'acquisition et à l'intégration d'activités stratégiques. Ses missions essentielles consistent à :

- évaluer les opportunités et en vérifier la pertinence pour le Groupe, rapidement et avec diligence ;
- identifier et faire connaître les facteurs différenciants d'Ipsen ;
- accroître sa visibilité en tant que partenaire de choix en matière d'innovation.

Risques de défaillance des tiers

Le Groupe est dépendant de tiers : pour développer son portefeuille de Recherche et Développement : le Groupe conclut des accords de collaboration avec des tiers pour effectuer des essais précliniques et cliniques ; pour fabriquer certains produits : le Groupe sous-traite la fabrication de certaines substances actives à des tiers ou achète des produits finis directement auprès de ses partenaires ou à des sous-traitants de ces derniers ; pour développer et commercialiser certains produits ; concernant la propriété intellectuelle : (1) les collaborations qu'entretient le Groupe avec des tiers exposent celui-ci au risque de voir les tiers concernés revendiquer le bénéfice de droits de propriété intellectuelle sur les inventions du Groupe ou ne pas assurer la confidentialité de la technologie non brevetée du Groupe ; (2) pour fabriquer et commercialiser plusieurs de ses produits, le Groupe dépend de droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers.

Ces tiers pourraient avoir des comportements portant préjudice aux activités du Groupe.

S'agissant des partenariats clés (voir paragraphe 1.2.2 « Principaux partenariats »), une équipe dédiée à la Gestion des partenariats est en charge de garantir l'alignement des stratégies et l'optimisation continue du processus de gouvernance.

Par ailleurs, les relations d'Ipsen avec ses autres partenaires sont également gérées par des équipes dédiées. Par exemple, le Département Achats Monde a pour mission de :

- cartographier les risques liés aux principaux fournisseurs du Groupe et entretenir des liens étroits avec ces derniers, afin de sécuriser les approvisionnements du Groupe ;

- diversifier ses sources d'approvisionnement lorsque cela est possible, s'efforcer de conclure des contrats d'approvisionnement à long terme et de les consolider ;
- constituer des stocks de sécurité auprès des fournisseurs ou de ses propres sites de production.

Risques liés à la concurrence sur le marché et dépendance envers certains produits

Le Groupe exerce ses activités sur des marchés bien établis, qui connaissent une évolution rapide et où la concurrence est intense, en particulier en Oncologie : les concurrents du Groupe comprennent de grands groupes pharmaceutiques internationaux dont la taille, l'expérience et les ressources en capitaux excèdent la sienne ; depuis fin 2021, le Groupe doit faire face à l'enregistrement d'une alternative de Somatuline (qui n'est pas un générique et n'est pas automatiquement substituable) aux États-Unis ; cependant cet évènement avait été anticipé par le Groupe ;

Cette concurrence représente d'autant plus un risque qu'une part significative du chiffre d'affaires et des résultats du Groupe continue de dépendre de la performance de quelques produits majeurs : Somatuline, Decapeptyl, Dysport, Cabometyx et Onivyde.

Les tendances du marché sont suivies de près et prises en compte dans la stratégie du Groupe.

Dans toutes ses aires thérapeutiques, le Groupe entend tirer pleinement parti de sa présence géographique et de sa force de frappe commerciale mondiale pour développer et déployer son portefeuille de Médecine de Spécialité dans toutes les principales zones géographiques.

Le Groupe a déployé des ressources internes et consacré d'importants efforts pour développer son portefeuille avec dynamisme, tout en s'orientant davantage vers la recherche externe de nouveaux actifs. L'objectif du Groupe dans l'innovation externe est d'alimenter son portefeuille de produits dans toutes ses aires thérapeutiques.

Des informations détaillées figurent dans la section 1.2.1 « Produits du Groupe » du présent document d'enregistrement universel.

Risques liés à l'homologation, au prix de vente et au remboursement des produits

Le Groupe dépend de la fixation du prix des médicaments et du possible retrait de certains médicaments de la liste des produits remboursables par les gouvernements et par les autorités réglementaires compétentes des pays dans lesquels le Groupe opère. Le Groupe fait face de manière générale à des incertitudes quant à la fixation des prix de tous ses produits, les prix des médicaments ayant fait l'objet, au cours des dernières années, de fortes pressions en raison de divers

facteurs (préconisation de médicaments génériques, baisse des prix ou des niveaux de remboursement, autres mesures restrictives limitant l'augmentation des coûts des services médicaux, importations parallèles...). La pression sur les prix est particulièrement forte dans les aires thérapeutiques couvertes par le Groupe (Médecine de Spécialité).

Risques liés aux systèmes d'information

Les activités du Groupe sont en grande partie dépendantes des systèmes d'information. Malgré les procédures et mesures de sécurité en place, le Groupe peut avoir à faire face à des incidents à l'encontre de ces systèmes, comme des cyberattaques. Ces incidents pourraient conduire à des interruptions d'activité, à la perte ou à l'altération de données critiques, ou au vol ou à la corruption de ces données.

Le Groupe a mis en place un plan de cybersécurité, approuvé par la Direction générale et décliné dans toutes ses entités, ainsi qu'une équipe et une gouvernance dédiées.

Ce plan définit diverses actions autour des thématiques suivantes : gouvernance, risques et conformité (GRC) ; atténuation des risques relatifs aux technologies opérationnelles ; contrôles techniques ; sécurité des personnes ; sécurité des données ; intervention et redémarrage des activités ; et sécurité physique.

Par ailleurs, le Groupe déploie et met en place des projets majeurs et structurants. Du fait de leur complexité et de la rareté des talents en la matière, ces projets pourraient ne pas être mis en oeuvre comme initialement prévu. Une gouvernance et des plans d'action détaillés sont en place pour atténuer ce risque.

Risques liés aux activités internationales du Groupe

Le Groupe exerce ses activités dans le monde entier (40 % en Europe, 33 % en Amérique du Nord et 27 % dans le reste du monde en 2023). Ainsi, les risques propres aux activités internationales, encourus par le Groupe, sont nombreux et comprennent notamment :

– les risques liés aux changements inattendus en matière de réglementation et notamment de réglementation fiscale ou

sur le commerce et la tarification, tels que des mesures protectionnistes ; risques de redressements fiscaux au vu des audits réguliers émanant des autorités fiscales dont le groupe fait l'objet, compte tenu de sa stratégie d'acquisition et de sa présence dans de multiples pays ;

– les risques d'exécution tenant au nombre de lancements de produits, notamment aux États-Unis en 2024 ;

- les risques liés aux limitations concernant le rapatriement des bénéficiaires ;
- les risques de défaillance financière de certains acteurs publics ou privés avec lesquels le Groupe conduit ses activités ;
- les risques liés au report de validité des différents droits en matière de propriété intellectuelle ;
- les risques liés aux différentes réglementations concernant le travail ;
- les risques liés aux changements politiques ou économiques affectant une région ou un pays ;
- les risques liés à l'accroissement des difficultés pour recruter du personnel et gérer les unités d'exploitation à l'étranger ;
- les risques liés à l'absence d'un accord international sur les normes réglementaires ;

- les risques encourus par les employés du Groupe lors de leurs déplacements professionnels ;
- les risques liés à la survenance de catastrophes naturelles, de guerres, d'épidémies, voire de pandémies, dans les régions où le Groupe et/ou ses partenaires opèrent (par exemple, le conflit entre la Russie et l'Ukraine en 2022).

Le Groupe a mis en place différentes équipes dédiées à la couverture de ces risques : Stratégique, Commerciale, Réglementaire, Financière, Juridique, Propriété Intellectuelle, Ressources Humaines, Gestion des Risques, Sécurité Globale, etc. Toutes ces fonctions assurent un suivi régulier des risques couverts pour anticiper leur évolution et adapter les politiques et procédures du Groupe en conséquence.

Ressources Humaines

Le Groupe est confronté à des risques liés aux ressources humaines, notamment des risques d'attractivité et de rétention.

Les principales raisons à ces risques sont les suivantes :

- La concurrence des talents est très forte pour l'industrie pharmaceutique dans certains pays où le Groupe opère (par exemple, les États-Unis) ;
- La notoriété de la marque employeur pourrait être améliorée dans les pays où la taille du Groupe est limitée ;

- Les exigences des meilleurs talents ont évolué avec les nouvelles méthodes de travail post-COVID et l'inflation.

Un plan d'action efficace développé par les ressources humaines est en place pour atténuer les risques d'attractivité et de rétention (par exemple, proposition de valeur de l'employeur, enquêtes régulières sur l'engagement et plans d'actions associés, examen des talents et plans de succession, rémunération et avantages sociaux et initiatives de qualité de vie au travail).

Risques d'insuccès de la Recherche et Développement

Afin de développer un portefeuille de produits innovants, à court et long termes, le Groupe investit chaque année des ressources importantes en Recherche et Développement. Par ailleurs, le Groupe investit dans des actifs incorporels, ou des sociétés, en lien avec l'activité de Recherche et Développement. Le Groupe ne pourra rentabiliser ces investissements si les essais cliniques des produits du Groupe ne rencontrent pas le succès attendu ou si ces produits ne reçoivent pas d'autorisation réglementaire. Le processus de Recherche et Développement est long et le risque qu'un produit n'obtienne pas les autorisations est important.

Ipsen investit constamment à la fois dans ses plateformes de R&D internes et dans l'innovation externe pour construire un portefeuille de produits en R&D durable, à toutes les étapes de développement.

Son modèle opérationnel de R&D a pour objectif d'accélérer les projets internes, de gérer efficacement le portefeuille de produits en R&D et d'identifier des actifs externes grâce à une activité de business développement soutenue.

Des informations détaillées figurent dans la section 1.2.3 « Recherche et Développement » du présent document d'enregistrement universel.

Digital

Le Groupe doit continuellement s'adapter à l'importance croissante des données, du digital et de l'Intelligence Artificielle. Il existe un risque d'échec dans l'exécution de la stratégie digitale, principalement en raison de l'écosystème digital qui n'est pas totalement mature dans le secteur de la santé et d'un marché très concurrentiel pour les talents digitaux.

La Direction du Groupe s'est concentrée sur la définition de priorités digitales et d'un modèle opérationnel efficace. Les divers projets numériques se développent dans le cadre de cette stratégie sous la supervision d'une équipe dédiée.

Risque d'incapacité à faire face à un risque systémique

Le Groupe peut être confronté à un risque systémique, c'est-à-dire le risque qu'un événement particulier ait des conséquences majeures sur l'ensemble du système. Ces

risques systémiques sont susceptibles d'impacter les capacités opérationnelles du Groupe.

Le Groupe définit et met à jour continuellement les mesures permettant de garantir la continuité de ses activités en cas de survenance d'un événement systémique. Ces mesures incluent également la garantie de la sécurité de ses collaborateurs.

En particulier, le Groupe met en place les mesures suivantes :

- gestion de crise et mobilisation d'équipes dédiées pour permettre au Groupe de s'adapter à ces contextes ;
- adaptation et mise en place de plans de continuité d'activité ;

- suivi rigoureux par le Groupe des stocks de sécurité de produits, des biens et des services de ses fournisseurs, ainsi que de ses propres capacités de production.

Le Groupe a ainsi su faire face à deux événements systémiques majeurs au cours de ces dernières années, la COVID-19 et le conflit entre la Russie et l'Ukraine.

Par ailleurs, le Groupe a mis en place un Comité Résilience en charge de coordonner les démarches et actions destinées à garantir la continuité des activités du Groupe en cas de survenance de risques systémiques.

Risques en matière d'Éthique et Compliance

Malgré ses engagements constants de respect des standards éthiques les plus élevés, Ipsen pourrait se voir confronté à des risques en matière d'Éthique et Compliance, tels que : risque de promotion hors Autorisation de Mise sur le Marché (AMM) : les employés du Groupe ou les tiers impliqués dans la promotion des produits Ipsen pourraient ne pas respecter les principes éthiques du Groupe et promouvoir les produits en dehors de leur AMM ; risque de conflits d'intérêts : les employés du Groupe ou les tiers impliqués dans les activités du Groupe pourraient se retrouver en situation – réelle ou apparente – de conflits d'intérêts entre leur fonction au sein du Groupe et leur situation ou leurs intérêts personnels, lesquels pourraient influencer leur capacité à agir au mieux des intérêts du Groupe. Ces conflits d'intérêts pourraient impliquer des tiers tels que des professionnels de santé, des organismes médicaux, des organismes payeurs, des membres des autorités réglementaires ou des officiers publics ; risque de corruption : les employés du Groupe ou les tiers impliqués dans les activités du Groupe pourraient promettre, proposer, donner, recevoir ou solliciter des dons ou avantages quelconques auprès d'une autre personne afin d'en

influencer le comportement ou d'obtenir une faveur ou un avantage indu, Ipsen opérant dans des pays à risque où la corruption et la criminalité en col blanc sont courants ; risque de non-conformité avec les codes et réglementations pharmaceutiques : les employés du Groupe ou les tiers impliqués dans les activités du Groupe pourraient ne pas se conformer aux exigences des réglementations internationales et nationales ainsi qu'aux codes de l'industrie pharmaceutiques (par exemple IFPMA, EFPIA, PhRma, codes locaux, US price reporting) en matière d'interactions avec les professionnels de santé, organismes médicaux et autres parties prenantes, promotionnelles ou non (par exemple congrès, réunions, prestations de conseil...).

Pour plus de détails sur le plan d'atténuation visant à couvrir ce risque, veuillez consulter les sections 2.1.4 « Les acteurs de la gestion des risques et du contrôle interne », 4.3.2 « Lutter contre la corruption » et 4.3.4 « Promouvoir et défendre les droits de l'Homme dans la chaîne de valeur d'Ipsen » du chapitre « Responsabilité sociétale de l'entreprise ».

2/ Risques industriels et environnementaux

Risques de ruptures d'approvisionnement et autres perturbations:

En dépit d'une organisation robuste de la chaîne d'approvisionnement, de stocks de sécurité et de plans de continuité des opérations, la commercialisation par le Groupe de certains produits pourrait être affectée par une rupture dans les approvisionnements ou par d'autres perturbations.

Ces difficultés peuvent être :

- systémiques (crise énergétique, inflation...) ;
- réglementaires (nécessité de remédier à certaines contraintes techniques afin de mettre les sites de production en conformité avec les règlements applicables) ;
- techniques (difficultés d'approvisionnement de qualité satisfaisante, défaillance des équipements ou difficultés à produire de manière récurrente et pérenne des principes actifs ou des médicaments conformes à leurs spécifications techniques et aux volumes requis) ;
- naturelles (catastrophes naturelles...).

Cette situation pourrait avoir des impacts sur les patients et entraîner une baisse significative du chiffre d'affaires d'un ou plusieurs produits donnés.

La gestion de ces risques est mise en œuvre et régulièrement mise à jour sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Elle consiste principalement à :

- identifier les risques : exercice de cartographie des risques de la chaîne d'approvisionnement réalisé chaque année ;
- gérer les risques : robustesse et amélioration continue des processus de production, gestion des risques des fournisseurs clés, actions de prévention des assurances, investissements, stocks de sécurité et plans de continuité d'activité.

Pour plus de détails, veuillez vous référer à la section 4.2.3 « Garantir l'approvisionnement » du chapitre « Responsabilité sociétale d'entreprise ».

Risques en matière de Responsabilité Sociétale d'Entreprise

Depuis plusieurs années le Groupe a mis en place une stratégie à moyen et long terme en matière de Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE) ainsi qu'une gouvernance dédiée. Pour une vision détaillée des risques et initiatives du Groupe en la matière, veuillez vous reporter au chapitre 4 « Responsabilité sociétale de l'entreprise » du document d'enregistrement universel.

S'agissant en particulier de l'Environnement, les lois des différents pays imposent des obligations, existantes et potentielles, au Groupe en matière de réparation des atteintes à l'environnement ou de la remise en état de sites contaminés.

Des lois relatives à l'environnement, à la sécurité et à la santé plus strictes et des mesures d'exécution plus rigoureuses que celles actuellement en vigueur pourraient générer des responsabilités et des coûts significatifs pour le Groupe et pourraient assujettir la manutention, la fabrication, l'usage, la réutilisation ou le traitement de substances ou de polluants par les opérateurs du Groupe à des mesures d'inspection plus rigoureuses que celles actuellement observées.

Le Groupe utilise des matières dangereuses dans l'exercice de son activité et toute réclamation concernant la manutention, l'entreposage ou le traitement impropre de ces

matières pourrait se révéler onéreuse. Il existe donc non seulement des risques environnementaux liés à la contamination de l'environnement mais aussi des risques en termes de santé (maladies professionnelles) liés à la manipulation par les salariés d'Ipsen de produits actifs ou de produits toxiques lors des activités de recherche et de fabrication. Ces risques existent aussi pour les tiers avec lesquels le Groupe travaille.

Les questions environnementales et de sécurité sont gérées par les organes de gouvernance d'Ipsen en matière d'Environnement, Hygiène et Sécurité (EHS), à tous les niveaux de l'organisation : l'équipe EHS d'Ipsen a pour mission de :

- protéger les collaborateurs et améliorer leur bien-être afin d'assurer la mise à disposition des médicaments d'Ipsen aux patients ;
- réduire la consommation énergétique d'Ipsen et notre impact sur le changement climatique.

Pour plus de détails, veuillez vous référer à la section 4.4.4 « Offrir un cadre de travail sain et sûr » et à la section 4.5 « Prendre soin de la planète » du chapitre « Responsabilité sociétale de l'entreprise » dans le document d'enregistrement universel.

3/ Risques financiers

Risques de change

Une part significative de l'activité du Groupe provient de pays où l'euro, devise du reporting d'Ipsen, est la monnaie fonctionnelle. Néanmoins, de par son activité internationale, le Groupe est exposé aux fluctuations des taux de change qui peuvent impacter ses résultats.

Plusieurs types de risques peuvent être distingués :

- le risque de change transactionnel lié aux activités commerciales : le Groupe couvre, sur la base des prévisions budgétaires, les principales monnaies ;

- le risque de change financier lié aux financements contractés dans une devise différente des monnaies fonctionnelles des entités.

Ipsen met en place une politique de couverture du risque de change afin de réduire l'exposition de son résultat net aux variations des devises étrangères.

Pour plus de détails, consulter la note 21 du chapitre 3 du document d'enregistrement universel, 21.1.1 « Exposition au risque de change ».

Risques de liquidité et de contrepartie

Le Groupe veille à diversifier ses contreparties pour éviter les risques liés à une concentration excessive. De plus, Ipsen s'appuie sur des critères rigoureux pour choisir ses contreparties.

Pour plus de détails, consulter la note 21 du chapitre 3 du document d'enregistrement universel, 21.1.3 « Risque de liquidité et de contrepartie ».

Risques de volatilité du cours de l'action du Groupe

Le cours des actions du Groupe pourrait fluctuer de manière sensible, notamment en réaction à des événements tels que : des variations des résultats financiers du Groupe ou de ceux de ses concurrents d'une période sur l'autre ; l'annonce par la Société ou par l'un de ses partenaires du succès ou de l'échec d'un programme de Recherche et Développement en cours, seul ou en partenariat avec un tiers ; l'annonce par le Groupe ou par l'un de ses partenaires du succès ou de l'échec du lancement commercial d'un nouveau produit ; des

annonces de concurrents ou des annonces concernant l'industrie pharmaceutique ; des annonces relatives à des modifications de l'équipe dirigeante ou des personnels clés du Groupe.

Un aperçu de l'évolution du cours de bourse de l'année 2023 est disponible dans l'introduction en page 7 du Document d'Enregistrement Universel 2023.

4/ Risques légaux et réglementaires

Risques en matière de responsabilité liée aux produits

Les activités du Groupe l'exposent à des risques de responsabilité du fait des produits et sa couverture d'assurance pourrait ne pas être suffisante pour le protéger contre de tels risques. La responsabilité liée aux produits est un risque important pour le Groupe et pourrait prendre de l'ampleur si les activités du Groupe se multiplient sur de nouveaux marchés et continuent à croître aux États-Unis, où les coûts afférents à la mise en jeu de la responsabilité liée aux produits peuvent être particulièrement onéreux.

Bien que le Groupe ne soit pas actuellement impliqué dans des procédures importantes mettant en cause sa responsabilité à la suite de l'usage de ses produits et comprenant des demandes significatives de dommages et intérêts, le Groupe peut avoir à faire face à des réclamations portant sur la sécurité de ses produits, et en particulier ceux dans le domaine neurologique (commercialisés notamment sous les marques Dysport® et Azzalure®) qui peuvent causer ou sembler causer des effets secondaires sérieux ou des interactions dangereuses avec d'autres médicaments, s'ils

sont utilisés à mauvais escient ou s'ils sont prescrits hors des indications autorisées.

Les contrôles Pharmacovigilance, Qualité et Opérations techniques protègent le Groupe des risques en matière de responsabilité liée aux produits. Pour plus de détails, consulter les sections 4.2.1 « Fournir des produits de haute qualité aux patients » et 4.2.2 « Garantir la sécurité des produits et des patients » du chapitre « Responsabilité sociétale d'entreprise ».

La couverture d'assurance du Groupe inclut également ce risque.

L'assurance responsabilité civile du fait des produits couvre tous les produits fabriqués, commercialisés et vendus par le Groupe, ainsi que tous les essais cliniques sponsorisés par celui-ci. Pour plus de détails, consulter la section 2.1.4 « Les acteurs de la gestion des risques et du contrôle interne » dans le document d'enregistrement universel 2023.

Risques de contrefaçon des produits du Groupe

En tant que fabricant de médicaments, le Groupe s'expose à ce que des tiers tentent de contrefaire ses produits et de vendre les produits contrefaits comme étant des produits du Groupe. Pour plus de détails, consulter la section 4.2.4

« Combattre la contrefaçon des médicaments » du chapitre « Responsabilité sociétale de l'entreprise » dans le document d'enregistrement universel.

Risques relatifs à la propriété intellectuelle

L'expiration du brevet relatif à un produit peut se traduire par une concurrence importante due à l'émergence de produits génériques.

Le Groupe ne peut être certain :

- qu'il développera d'autres inventions brevetables ;
- que les brevets qui font l'objet de demandes en cours lui seront accordés ;
- que les brevets qui lui sont accordés ou qui font l'objet d'une licence accordée en sa faveur ne seront pas contestés et jugés non valables ou non opposables ;
- que la protection accordée par un brevet sera assez large pour exclure des concurrents ;

- que d'autres personnes ne revendiqueront pas des droits y compris des droits de propriété portant sur les brevets et autres droits de propriété intellectuelle qu'il détient ou qui font l'objet de licence en sa faveur ;

- Les concurrents du Groupe ne pourront contrefaire ses brevets ou les contourner par des innovations dans la conception.

Une stratégie est définie et mise en œuvre pour lutter contre les risques relatifs à la propriété intellectuelle.

Le détail des brevets détenus par le Groupe figure à la section 1.2.4.1 « Brevets » du document d'enregistrement universel.

Risques de diffusion non souhaitée d'une information critique

Le Groupe ne peut pas garantir qu'il ne sera pas confronté à la diffusion involontaire ou non contrôlée d'une information critique incluant des données personnelles ou stratégiques, qui pourrait avoir des conséquences négatives sur le patrimoine de l'entreprise, sa situation concurrentielle ou la valeur de ses actions.

Le Groupe dispose de procédures de contrôle de la diffusion de ces informations, soit pour protéger la confidentialité de certaines informations sensibles, notamment pour protéger efficacement sa propriété industrielle ou ses positions concurrentielles, soit pour s'assurer que toute information

privé est diffusée aux investisseurs de manière conforme à la législation en vigueur.

Pour plus de détails, notamment sur les politiques et plans d'actions du Groupe en matière de protection des données, consulter la section 4.3.1 « Protéger les données personnelles » du chapitre « Responsabilité sociétale de l'entreprise » du document d'enregistrement universel.

Risque de procédures judiciaires ou administratives

Galderma a initié trois procédures d'arbitrage contre Ipsen auprès de la Cour Internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (« CCI ») dont deux restent en cours. Le premier différend initié par Galderma en 2021 et à ce jour clos et portait sur la stratégie de soumission réglementaire de la toxine botulique liquide type A (QM-1114), pour laquelle Ipsen est détenteur de l'autorisation de mise sur le marché et titulaire de la propriété intellectuelle depuis 2014 dans les territoires sous licence dans lesquels Galderma est nommé comme distributeur exclusif. Le Tribunal a ordonné que toute demande réglementaire concernant le QM-1114 dans les territoires du partenariat soumise par Galderma soit cédée à Ipsen en tant que titulaire de la propriété intellectuelle et détenteur de l'autorisation de mise sur le marché. Cependant, Galderma reste responsable du développement, de la stratégie de dépôt réglementaire, de la fabrication et de la commercialisation et, à ce titre, le Tribunal a déclaré que Galderma avait le droit de décider de la stratégie réglementaire de QM-1114.

Le second différend initié par Galderma en 2021 concerne le périmètre territorial du partenariat commercial relatif à Dysport® et Azzalure® dans le cadre de l'accord signé en 2007 dans l'Union européenne, certains pays de l'Europe de l'Est et l'Asie centrale.

Le troisième litige a été initié par Galderma en novembre 2023 et porte sur la validité de la résiliation par Ipsen de la collaboration conjointe de R&D entamée en juillet 2014 dans le cadre des programmes respectifs des parties en matière de neurotoxines à un stade précoce, y compris le développement de l'IPN 10200. Au 31 décembre 2023 et à ce stade de la procédure, Ipsen ne peut raisonnablement prévoir l'impact financier qui en découlerait sur les états financiers ou l'issue des deux arbitrages restants pour lesquels Ipsen entend défendre pleinement et faire valoir ses droits à l'encontre de Galderma.

5

**RAPPORT DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES SUR
L'INFORMATION FINANCIÈRE
SEMESTRIELLE 2024**

IPSEN S.A.

Siège social : 65, Quai Georges Gorse – 92100 Boulogne-Billancourt

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2024

Période du 1^{er} janvier 2024 au 30 juin 2024

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société IPSEN S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2024 au 30 juin 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus

que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris la Défense, le 24 juillet 2024

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG S.A.

Stéphane Basset
Associé

Cédric Adens
Associé

6

**DÉCLARATION
DU RESPONSABLE DE
L'INFORMATION FINANCIÈRE
SEMESTRIELLE 2024**

J'atteste, à ma connaissance, que les états financiers consolidés condensés du premier semestre 2024 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 24 juillet 2024

M. David Loew
Directeur général

